

éco

121

fête
ses

15
ans

JUIN 2025

#151

www.eco121.fr

D 28899 -151 - F: 7,50 €



3 782889 907508

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

Devant une commission d'enquête de l'Assemblée Nationale, Barthélémy Guislain, président de la société de gérance de l'AFM, a levé le voile sur le modèle sans équivalent de cet OVNI économique de plus de 620 000 salariés, dont 40 000 dans la région. Plongée dans la Galaxie Mulliez.

QUAND LA GALAXIE MULLIEZ SE MET À NU

P.14



→ ALUMINIUM DUNKERQUE GARANTIT SON AVENIR P.24

→ AFF PRÉPARE L'ORIENT-EXPRESS À LA FRANÇAISE P.26



**Découvrez Van Lys Bank, la banque d'affaires de la
Caisse d'Épargne Hauts de France.**

Avec une approche intégrée et une expertise de haut niveau, nous proposons à tous les dirigeantes et dirigeants des solutions créatrices de valeur et d'impact sur 5 segments.

- Private banking
- Corporate financing
- Private Equity Investment
- Financial Sponsor Coverage
- Advisory Coverage & M&A

Nous sommes source de confiance, nous sommes

 **van lys bank**

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Communication à caractère publicitaire.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance. Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social : 612 rue de la Chaudière 59000 LILLE - 303 000 602 RCS Lille Métropole Code NAF 6419 Z - Intermédiaire d'Assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 006 031 - N° TVA intracommunautaire FR34383000892 - Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets et valeurs» n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille garantie financière : CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS. - Créée : ALTMANN + PARTNER - Crédit photo : Vincent Lobelle

Écoutons nos capitaines d'industrie !



Photo © GregLeduc

Ce mois-ci, laissons la plume éditoriale à nos grands patrons français. Depuis maintenant plusieurs mois, ceux qui restent traditionnellement discrets et cantonnés à leur univers prennent la parole, car la situation leur apparaît hautement préoccupante.

Florent Menigaux fut l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme devant le Sénat. Le patron de Michelin pointait le coût salarial en France (142 € versés par l'employeur pour 77,5 perçus par le salarié), une énergie deux fois plus chère qu'aux USA, des impôts de production deux fois supérieurs à la moyenne européenne, un maquis réglementaire européen qui se transforme en « *cauchemar administratif* ». Luc Rémond, ex pdg d'EDF, estimait lui que « *c'est l'enfer d'investir en France (...) pour des raisons réglementaires* ». Patrick Pouyanné, son homologue de TotalEnergies, dénonçait le rendement trop faible des investissements : « *ça, c'est un problème d'espace, un problème de réglementation, un problème de volonté collective* ». Le patron d'Airbus, Guillaume Faury, déplore la complexité des régulations européenne et française. « *On risque de voir beaucoup d'entreprises aller faire ce qu'elles savent faire ailleurs, parce que cela devient invivable* ». John Enkann, président de Stellantis, évoque « *dans les trois ans qui viennent des décisions douloureuses pour l'appareil de production* » si

rien ne change, dans une tribune commune avec Luca di Meo (Renault), appelant à plus de flexibilité réglementaire face à la concurrence chinoise.

Frédéric Gauchet, président de France Chimie, juge que la filière est entrée « *en zone rouge* » du fait notamment du prix de l'électricité mais aussi « *d'une fiscalité anormalement élevée* » sur l'industrie française. Pascal Boulanger, président de la fédération des promoteurs immobiliers, en appelle à une pause réglementaire urgente quand son homologue du bâtiment, Olivier Salleron, juge que « *nos entreprises suffoquent sous le poids d'une réglementation toujours plus complexe* ». Les deux présidents de fédération estiment que leurs deux filières confondues risquent de perdre 300 000 emplois.

Allo, le gouvernement ?

sommaire

TENDANCES 4-13

- Les associations tirent la sonnette d'alarme
- Alzprotect rentre dans un essai ombrelle majeur aux Etats-Unis

GRAND ANGLE 14-16

- Quand la galaxie Mulliez se met à nu

TERRITOIRES 18-32

- Aluminium Dunkerque garantit son avenir
- AFF prépare l'Orient-Express à la française
- Picnic France se rêve un peu plus nordiste

ENTREPRENDRE 34-41

- L'UTC propulse les drones dans une nouvelle ère
- A 127 ans, l'Icam Lille s'offre une seconde jeunesse
- Canal Seine-Nord : l'heure des entreprises est-elle venue ?

DÉTENTE 46-48

- Yiqing Yin rêveuse
- Vangelis boulonnais

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises.

Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus et sur LinkedIn.

WWW.ECO121.FR

éco 121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€ Siret 528 819 485 00038 Siège social : Ecopresse - Parc Rivoire 300 rue de Lille 59520 Marquette-lez-Lille Tél. : 03 55 33 21 05 / www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing
RÉDACTEUR EN CHEF
Yann Suty

JOURNALISTE
Julie Kiavué
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

PUBLICITÉ
Rosset Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rossetconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Nora Belfan
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondues

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution



APPÉTITS DUNKERQUOIS

Une nouvelle halle alimentaire ouvre dans le centre-ville de Dunkerque. La halle des Sœurs Blanches accueille depuis quelques jours sur 1 000 m² une quinzaine de commerçants et métiers de bouche proposant des produits locaux de qualité. La construction du nouveau bâtiment a bénéficié du soutien du Département du Nord à hauteur de 400 K€.



LE CAPITAL DE MARX EN QUESTION

Malgré plusieurs années de fonctionnement à leur actif, les écoles Cuisine mode d'emploi(s) du célèbre chef étoilé sont menacées, en raison d'un changement de financement. Cinq ont déjà fermé temporairement, dont celle de Marcq-en-Barœul (30 salariés). La mairie a voté en urgence une subvention de 20 K€.

L'ESC COMPIÈGNE POUSSE SES MURS

L'école de commerce entame des travaux de rénovation d'un bâtiment de 1 000m² pour faire face à des effectifs croissants. En cinq ans, le nombre d'étudiants a quasiment triplé, passant de 140 en 2020 à 375 en 2024. Le nouveau site sera opérationnel le 1er septembre 2025.



Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUES SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 Nouvelle organisation mondiale et nominations clés chez Roquette
- 2 L'Edhec s'offre un campus « écolo » à 60 M€
- 3 Motoblouz change de braquet avec le lancement d'un réseau de franchise
- 4 Cybersécurité et IA, les ETI au cœur du jeu
- 5 Le Nord placé en vigilance sécheresse

8

La boulangerie Victoire Florent vient d'ouvrir sa huitième boutique. Elle se situe à Abbeville, et a mobilisé 1M€ d'investissement. Créée en 2019, l'enseigne est présente dans l'Oise, dans la Somme et l'Aisne, et emploie 90 salariés. Prochaine étape : le lancement d'un groupement coopératif de boulangerie.



LA RÉGION VA PÉTILLER

50 000 bouteilles de chardonnay pétillant : la toute première cuvée de vins effervescents de la région, baptisée Ch'typik, sera commercialisée ces prochaines semaines sous la marque les 130 Ch'tis vignerons. Prix de vente au départ du caveau : 12 €. Déjà connue pour ses vins blancs tranquilles lancés en 2023, la marque est impulsée par Ternoveo, négoce agricole appartenant au groupe coopératif Advitam. Elle réunit à ce jour 52 vignerons.



HAINAUT = 18+9 ?

Déjà propriétaire du golf de 18 trous de Mormal, où il vient d'investir 2,5 M€, le Crédit Agricole Nord de France pourrait bien prendre la gestion de celui de Valenciennes (9 trous). Des discussions sont en cours avec la communauté d'agglomération.

éco 121
fête
ses **15** ans



“Eco 121 est un média incontournable pour décrypter les dynamiques et les enjeux de nos territoires en transformation ; il sait s’appuyer sur une connaissance fine des grands réseaux d’acteurs de la région, qu’il s’agisse du monde de l’entreprise ou de la culture !”

ANNABELLE TÉNÈZE, LOUVRE-LENS



“CE MAGAZINE INCARNE UNE VÉRITABLE PASSERELLE ENTRE LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, RENFORÇANT AINSI LES LIENS ENTRE ENTREPRISES ET TERRITOIRES. BON ANNIVERSAIRE !”

BRUNO FONTAINE, CCI GRAND HAINAUT



“EUROPÉENNE, AUDACIEUSE, DYNAMIQUE, LA MÉTROPOLE ACCOMPAGNE LES ENTREPRISES À CHAQUE ÉTAPE DE LEUR DÉVELOPPEMENT, TOUT EN S’INSCRIVANT DANS LES GRANDES TRANSFORMATIONS DE NOTRE TERRITOIRE. MERCI À ECO121 DE NOUS SOUTENIR DEPUIS 15 ANS DANS CETTE AMBITION ET DE FAVORISER L’EFFERVESCENCE ENTREPRENEURIALE.”

DAMIEN CASTELAIN, MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE



“Eco121, c’est un des médias qui capte en partie « l’énergie économique » des Hauts-de-France !

Inspirant, concret, et toujours proche du terrain - un vrai boost pour les entrepreneurs, source d’exemples !”

BRUNO DESPREZ, FLORIMOND DESPREZ ET HDFID

LE
TOP

CONTECO : DES MACHINES WHIRLPOOL AUX LOGEMENTS MODULAIRES



Conteco s'apprête à lancer à Amiens la première production industrielle de logements à partir de conteneurs maritimes recyclés. L'entreprise s'est installée sur 2 500 m² dans l'ancienne usine de Whirlpool fermée en 2018, où elle entend produire 200 modules par an, principalement pour le logement social, étudiant ou saisonnier. Son ambition : répondre à la forte tension sur le logement dans la région, avec des solutions démontables, transportables et réemployables.

Au-delà de la réindustrialisation d'une friche emblématique, la start up industrielle revendique une démarche bas carbone : chaque projet de 100 logements permettrait d'économiser 2 millions de litres d'eau et 720 000 parpaings par rapport à une construction classique. Les matériaux sont recyclés ou biosourcés. Un studio de 15 m² coûte entre 25 et 35 K€.

Créée en 2021, Conteco, qui va transférer son siège social de Paris à Amiens, compte douze associés et prévoit une vingtaine d'embauches en Picardie d'ici à la fin 2025. Pour accompagner ce démarrage, une levée de fonds de 500 K€ est menée. L'entreprise a l'ambition de mailler tout le territoire en 2030 avec cinq autres usines, à Bordeaux, Lyon, Marseille, Saint-Nazaire et Strasbourg.



“RECRUTER EN FRANCE, C'EST PARFOIS PLUS DIFFICILE QU'UN RUBIK'S CUBE LES YEUX BANDÉS.”

Marc-Antoine Deparis,

directeur général de Saucés & Créations, à Cambrai.

LE
FLOP

MDOLORIS BASCULE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Son cofondateur, Fabien Pagniez, le présentait comme «*une première mondiale*». Propulsant la société à la tête de cette rupture technologique dans l'univers de la santé au rang de pépite régionale. Mdoloris vient d'être placée en redressement judiciaire par le tribunal de



commerce de Lille Métropole. Selon les données du tribunal, la société, fondée en 2010, réalise un peu plus d'1,8 M€ avec 21 salariés. A Loos, au sein du parc Eurasanté, Mdoloris a mis au point un moniteur capable de détecter et de mesurer la douleur d'un patient incapable de communiquer. Une technologie issue de 23 ans de recherche des laboratoires de l'Inserm et du CHU de Lille. Lors d'une opération chirurgicale, par exemple, l'appareil est en mesure de délivrer par perfusion la dose d'analgésique suffisante et nécessaire. En 2023, Mdoloris commercialisait ses produits dans plus de 70 pays. L'entreprise déclarait à la même époque que ses moniteurs étaient quotidiennement utilisés dans plus de 3 000 hôpitaux. Fabien Pagniez a quitté la société.



“JE NE VAIS PAS NATIONALISER ARCELORMITTAL PARCE QUE CE SERAIT DÉPENSER DES MILLIARDS D'EUROS.”

Emmanuel Macron,

lors de l'émission Face aux Français du 13 mai.



“BOLLAERT-DELELIS CONTINUERA À INCARNER L'ESPRIT POPULAIRE ET CHALEUREUX DU RC LENS, TOUT EN DEVENANT UN LEVIER DE DYNAMISME

ÉCONOMIQUE POUR NOTRE TERRITOIRE.”

Joseph Oughourlian,

président du RC Lens, à la suite de l'accord de cession du stade par la ville de Lens au club Sang et Or.

“PANNE DE MÉTRO À L'ALLER, PANNE DE MÉTRO AU RETOUR, BUS BONDÉS... LA GROSSE GALÈRE DES SPECTATEURS DE BRUCE SPRINGSTEEN À LILLE SAMEDI SOIR”

Le titre de la **Dépêche du Midi**, après le fiasco du métro lillois, déplorable en terme d'image

“NOUS VIVONS UNE PÉRIODE CRITIQUE. LES INVESTISSEURS PARTICULIERS ONT QUASIMENT DISPARU”

Pascal Boulanger,

président national de la Fédération des Promoteurs Immobiliers, sur la chute de la vente de logements neufs aux particuliers au premier trimestre 2025, intrinsèquement lié à la fin du dispositif Pinel.



“ON VA AVOIR DES ARCELORMITTAL CONSOLIDÉS DANS LE MONDE ASSOCIATIF.”

Thierry Coulomb, le président du Mouvement associatif Hauts-de-France.

5 JUIN : “Supply Tech

Connect” de Woop, 67 rue de Luxembourg à Lille, 9h

- 13h30

17 JUIN : E-Logistics

Innovation Summit -

Powered by Castignac, Parc

E-Logistique à Epinoy /

Cambrai, de 9h à 17h

18 - 19 JUIN : Salon ENVIROpro

Nord, Gayant Expo, Douai

24 - 26 JUIN : Salon

International de l'Industrie

Ferroviaire, Lille Grand

Palais

25 JUIN : Remise des trophées

Nuit de l'industrie Grand

Hainaut, Stade du Hainaut,

dès 18h

27 JUIN : Cérémonie de clôture

de l'AG d'Entreprises

fluviales de France, Salon

Network (Yachts de Paris),

Port de Javel Haut, 75015

Paris, 9h - 12h30

1ER JUILLET : IA Summit Lille,

Cité des Echanges, 8h30

- 18h

BANQUE DE FRANCE HAUTS-DE-FRANCE



Stéphane Martinat devient le directeur régional de la Banque de France Hauts-de-France. Il succède à

Carine Jupin qui rejoint le siège à Paris. Ce diplômé en comptabilité et finance a mené toute sa carrière au sein de la Banque de France qu'il rejoint en 1998 comme responsable du service de la comptabilité et des particuliers à Angers. Trois ans plus tard, il est nommé responsable de section du service des entreprises à la succursale de Neuilly-Levallois et Montrouge. Il devient par la suite adjoint au chef de service « tenue de comptes euros des clients institutionnels » à Paris en 2007, avant d'en prendre la direction en 2015, et d'être nommé chef de cabinet deux ans plus tard. Depuis 2020, il est directeur du recrutement et des carrières.

SAC PETRAM

Pierre Tonneau, 56 ans, succède à Bertrand Dubus à



la direction générale de la SAC Petram, société créée en 2021 et qui rassemble les bailleurs Sia

Habitat, SIGH et la SA HLM de l'Oise. Diplômé de NEOMA Business School, Pierre Tonneau débute sa carrière dans le management public et la conduite des politiques locales, notamment à la direction de la Métropole de Grenoble. En 2014, il est nommé Dg du GIE du Groupe Logement Français pour entre autres piloter la stratégie de développement des filiales. Il rejoint par la suite SIGH comme président du directoire, puis Sia Habitat en 2024 en tant que Dg.

ACCRO

A 37 ans, **Rémi Cabrit** prend la direction administrative et financière d'ACCRO, fabricant d'alternatives végétales à la viande à Vitry-en-Artois. Ce



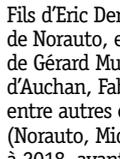
Skema Lille débute chez Lyreco en tant que contrôleur de gestion du groupe (2009). Deux

ans plus tard, il crée Easy-Développement, spécialisée

dans l'édition de logiciels de gestion à destination des TPE. En 2014, il est nommé DAF de ABCD Nutrition, puis directeur de business unit en 2023.

AUCHAN RETAIL INTERNATIONAL

Fabien Derville, 63 ans, est le nouveau président d'Auchan Retail International en succession d'Yves Claude, arrivé en fin de mandat.



Fils d'Eric Derville, fondateur de Norauto, et cousin éloigné de Gérard Mulliez, fondateur d'Auchan, Fabien Derville a entre autres été Dg de Mobivia (Norauto, Midas...) de 2010 à 2018, avant de prendre la présidence de Decathlon jusqu'en mars dernier. Il est par ailleurs, depuis un an, membre du conseil de gérance de l'Association Familiale Mulliez.

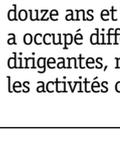
ROQUETTE

Isabelle Bouvier prend la tête de la nouvelle division Health & Pharma Solutions Business Group du groupe familial Roquette qui modifie



son organisation en deux Business Groups, après avoir intégré l'américain IFF Pharma Solutions. Après une expérience d'auditeur chez KPMG, cette Edhec 1995 a ensuite travaillé dans de nombreuses entreprises de la galaxie Mulliez, de Leroy-Merlin à Sun Art (Hong Kong) en passant Auchan Retail Portugal ou le comex d'Auchan Retail International. Isabelle Bouvier a intégré Roquette en 2021 comme directrice financière, en charge du digital, des fusions-acquisitions et de la stratégie. Elle a ainsi piloté les acquisitions de Qualicaps et d'IFF Pharma Solutions. Elle est remplacée à ce poste par Béatrice Totel, entrée chez Roquette la même année, comme directrice du contrôle de gestion.

Pascal Leroy prend quant à lui la tête du Nutrition & Bioindustry Business Group. C'est un manager aguerri du groupe qu'il a intégré il y a

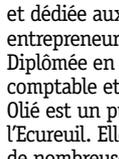


douze ans et au sein duquel il a occupé différentes fonctions dirigeantes, notamment dans les activités commerciales,

les achats, la qualité et les chaînes d'approvisionnement. La carrière de ce double diplômé Essec et ENSCM l'avait conduit précédemment dans différentes entités du groupe Arkema dont quatre ans à Shanghai et autant à Philadelphie. Depuis 2020, Pascal Leroy était membre du bureau exécutif de Roquette et vice-président exécutif principal depuis 2021.

VAN LYS BANK

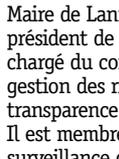
Stéphanie Olié est nommée directrice de Van Lys Bank, la banque d'affaires créée cette année par la Caisse d'Epargne Hauts-de-France



et dédiée aux dirigeants, entrepreneurs et investisseurs. Diplômée en audit juridique, comptable et fiscal, Stéphanie Olié est un pur produit de l'Ecureuil. Elle y a occupé de nombreuses fonctions de management, dans les domaines de la finance, du pilotage des risques ou encore du développement corporate. Depuis 2020, elle dirigeait l'activité Private Banking.

EURATECHNOLOGIES

Michel Colin succède à Martine Aubry à la présidence du Conseil de surveillance d'Euratechnologies.



Maire de Lannoy et vice-président de la MEL, il y est chargé du contrôle et de la gestion des risques et de la transparence des comptes. Il est membre du conseil de surveillance d'Euratechnologies depuis 2017.

De son côté, **Brice Farineau**, directeur de l'Action Régionale Hauts-de-France d'EDF, a été

désigné en remplacement de Mathias Povse, au Conseil de surveillance d'Euratechnologies appelé à d'autres fonctions.

VIVIEN PAILLE

Barbara Ferrand-Lecocq, 51



ans, prend la direction générale de Vivien Paille, le fabricant et conditionneur de produits secs à Valenciennes.

Cette ISG a débuté comme analyste financier en 1995 chez Cebal à Paris. Elle en prend la direction financière quatre ans plus tard en Chine. En 2003, elle rejoint les équipes de la société minière Rio Tinto, toujours à la direction financière. Elle dirigera par la suite le pôle développement commercial pendant deux ans à Singapour. Elle passe ensuite chez Imerys, avant de poursuivre sa carrière dans le secteur agro-industriel. A commencer par Tereos puis le groupe Avril. En novembre 2024, elle a été nommée Dg adjoint de Vivien Paille.

J.C. DAVID

A 52 ans, **Yan Hervy** devient le nouveau président du groupe boulonnais de salaison maritime J.C. David. Cet HEC a passé 7 ans chez Danone à la



direction des achats au sein du département biscuits. Il devient en 2009 directeur de la zone Russie - Moyen-Orient en charge de l'export des marques Evian Volvic. En Russie, il prendra en 2010, pour 5 ans, la direction de Velle, leader local des alternatives aux produits laitiers. Il sera par la suite nommé à la tête de la marque n°2 monde des pâtes De Cecco, toujours en Russie, son dernier poste.

DISPARITION

CAMBRAI

François-Xavier Villain, maire de Cambrai depuis 30 ans, mais élu local depuis 48 ans, est décédé fin avril, à l'âge de 74 ans, des suites d'un cancer contre lequel il luttait depuis plus de deux ans et qu'il avait dévoilé publiquement en 2022. Cet avocat de formation est devenu maire de Cambrai en 1992 avant de prendre la présidence de la communauté d'agglomération en 2008 et jusqu'en 2021. Ce gaulliste avait aussi siégé à l'assemblée nationale pendant 15 ans, ainsi qu'au conseil général du Nord. Il aura notamment réussi la transformation de la friche militaire de la Base Aérienne 103 en un pôle logistique majeur (e-Valley).





Lève et Rayonne



**EN 2025 :
L'OCCASION,
VOTRE SOLUTION !**



www.gallorema.fr

**Acheter d'occasion, c'est faire
un geste pour la planète**

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

INFOS 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM _____ PRÉNOM _____
SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____ TEL. _____
E-MAIL _____

éco 121
ECOPRESSE - PARC RIVIÉRO
300 RUE DE LILLE
59620 MARQUETTE-LEZ-LILLE

FINANCEMENT : LES ASSOCIATIONS TIRE

RÉGION. L'Observatoire de l'Association régionale de la vie associative vient de réaliser une enquête montrant que les finances du secteur s'aggravent, certains acteurs se retrouvant en situation précaire.

Un appel au secours. Le mouvement associatif des Hauts-de-France vient de dévoiler les résultats de son enquête sur la santé financière des entreprises*, menée en mars 2025. Elle avait pour objectif d'actualiser la situation budgétaire des associations et d'identifier celles se trouvant en situation critique afin de les orienter vers des structures d'accompagnement. Son titre ne laisse pas de doute sur l'état des lieux : « Ça ne tient plus ». L'enquête a fait l'objet d'une restitution le 15 mai dernier, dans les locaux du Toit Commun à Lens. L'enjeu est considérable : les associations emploient pas moins de 200 000 personnes dans la région, soit 10 % de l'emploi salarié des Hauts-de-France. Sans compter leur million de bénévoles.

« Nous sommes dans une situation inédite », souligne Thierry Coulomb, le président du Mouvement associatif Hauts-de-France, évoquant l'inflation, la hausse des charges, les budgets retardés du fait de la dissolution de l'Assemblée Nationale, ou encore la politique d'austérité et la diminution des subventions « qui conduit à faire des choix qui ne sont pas forcément au plus près du terrain ». « L'étude présente des résultats préoccupants. »

De façon très concrète, un tiers des associations employeuses affirme disposer de moins de trois mois de trésorerie. Les marges de manœuvre sont nettement supérieures dans les associations non-employeurs, qui n'ont pas les mêmes charges : 67 % d'entre elles affichent encore plus de six mois de trésorerie. Il faut relever par ailleurs que dans notre région, 85 % des associations sont composées uniquement de bénévoles.

Le montant des subventions a baissé



32%

des associations déclarent diminuer leurs activités



19%

des associations augmentent la participation financière de leurs usagers



1/2

des renouvellements de financements n'ont pas encore abouti



44%

des financements attribués sont en baisse (dont 23% en forte baisse)

UN RÉEL IMPACT SUR L'EMPLOI ASSOCIATIF

7%

mettent en place un plan de sauvegarde de l'emploi ou procèdent à des licenciements économiques

16%

annulent ou retardent leurs recrutements

16%

ne remplacent pas les départs de salariés

5%

ne remplacent pas les départs temporaires



NT LA SONNETTE D'ALARME

LES ASSOCIATIONS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

- 100 000 associations
- 1M de bénévoles
- 200 000 salariés, soit 10% de l'emploi régional privé
- 5 000 associations créées par an

pour 44% des associations (et fortement baissé pour 23 % d'entre elles). « Beaucoup de nos adhérents comptent en semaines ce qui leur reste de trésorerie, s'alarme Clément Lefebvre, le représentant du CRAJEP Hauts-de-France (Comité régional des associations de jeunesse et d'Education Populaire). Le compte n'y est plus. Depuis quelques années, ça tenait à peine, alors si on baisse les subventions, ça devient très compliqué. Je ne vois aucune note d'optimisme. »

RÉDUCTION DES ACTIVITÉS

40 % des associations affirment être sans solution. Certaines en appellent aux dons et au mécénat, mais faute de mieux, elles se résignent à solliciter leurs adhérents, pour 19% d'entre elles, ou à réduire les activités, pour près d'un tiers (32 %). La situation a également un impact social. Si la plupart des associations cherchent à temporiser, déjà 7 % d'entre elles envisagent des licenciements. Un chiffre que les auteurs de l'étude craignent de voir augmenter très rapidement. « Depuis la fin des Jeux Olympiques, c'est la descente aux enfers, relate Ludovic Pelczyk, le directeur du CDOS 62 (Comité départemental olympique et sportif du Pas-de-Calais). Fin 2024, on n'a pas reconduit un CDD. Un CDI vient de partir et on ne le remplacera pas. Le département du Pas-de-Calais baisse de 7 à 10 % ses subventions. A cause du retard du vote du budget, les financements arriveront en juillet ou en septembre, alors

"C'EST UN MAUVAIS CALCUL DE TAPER LÀ, CAR CE SONT LES PERSONNES LES PLUS FRAGILES QUI SUBISSENT."
THIERRY COULOMB, MOUVEMENT ASSOCIATIF HAUTS-DE-FRANCE



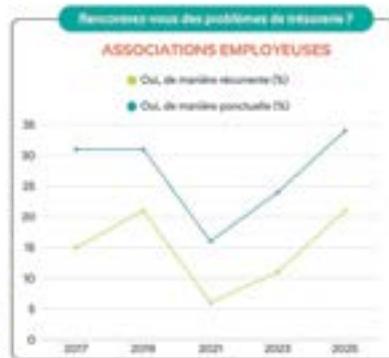
1/3

des associations employeuses ont moins de trois mois de trésorerie



66%

des associations employeuses H&F déclarent que le montant de leurs fonds propres en mars 2025 est fragile ou nul contre 69% au plan national



qu'on va presque commencer l'année suivante. Je ne sais pas si dans deux mois, je serai encore capable de payer les salaires. »

Derrière les chiffres se trouvent des personnes en vulnérabilité, une cohésion sociale touchée, davantage d'isolement, dénonce Thierry Coulomb. « C'est un mauvais calcul de taper là, car ce sont les personnes les plus fragiles qui subissent : les personnes âgées, les enfants, les personnes en situation de handicap. » Ainsi, Christelle Nicoleau envisage de fermer à la fin de l'année la crèche associative qu'elle dirige, Les Pipious, à Chaulnes, dans la Somme. « On se fatigue à se battre contre des collectivités qui ne nous reconnaissent pas. Dans l'endroit de la Picardie où on est, c'est très pauvre, très rural. Il y a une crèche pour 18 000 habitants. Si on ne gère pas la crèche, qui va le faire ? C'est pourtant un service essentiel dans un territoire rural. »

REVENDIGATIONS

Alors que faire ? Si la situation est déjà préoccupante cette année, les associations redoutent le pire pour

* L'enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Association régionale de la vie associative sur un échantillon de 5 557 personnes au niveau national et 527 dans les Hauts-de-France.



"BEAUCOUP DE NOS ADHÉRENTS COMPTENT EN SEMAINES CE QUI LEUR RESTE DE TRÉSORERIE."
CLÉMENT LEFEBVRE, CRAJEP HAUTS-DE-FRANCE

2026. Thierry Coulomb la présente même comme « l'année de tous les dangers ». Il faut dire que les finances publiques du pays sont dans le rouge écarlate et que l'heure n'est plus du tout au « quoi qu'il en coûte ». Pour s'en sortir, les associations réclament que les lignes budgétaires soient maintenues, mais aussi de disposer d'une meilleure visibilité avec des subventions débloquées plus rapidement, ce que le mille-feuille administratif ne permet pas aujourd'hui. Elles plaident pour une simplification des procédures. Elles suggèrent aussi de revoir le modèle de financement, pour sortir d'une logique court-termiste et repenser leur soutien sur plusieurs années. Pour éviter de fragiliser les trésoreries, elles réclament encore un versement rapide des acomptes dès lors que les budgets sont connus. « Considérer les associations comme des variables d'ajustement est une erreur fondamentale, prévient Thierry Coulomb. Elles assurent de la cohésion sociale. Si on coupe toutes les initiatives, on va développer la résignation et la colère. On a beaucoup de crainte alors que des élections approchent. Les associations arrivent à faire des merveilles avec pas grand-chose. Mais là, ça ne tient plus à force de tirer sur la ficelle. Les résultats de l'enquête montrent qu'il y a un signal à prendre au sérieux. » ■ **Y.S.**

TchaoMegot investit 1,5 M€ pour faire... un tabac

Les chiffres ont de quoi donner le tournis. On estime qu'au moins 20 000 tonnes de mégots sont jetés chaque année dans notre pays. Rien qu'à Paris, c'est 350 tonnes soit 2 milliards de bouts de cigarettes qui, abandonnés au sol, mettraient plus de 10 ans pour se dégrader complètement. A Bresles, dans l'Oise, TchaoMegot - comme son nom l'indique - est parvenu à trouver une solution écologique à ce fléau. Depuis 2020, l'entreprise de Julien Paque traite les mégots pour en faire une matière réexploitable. Et ce, en moins d'une heure.

"LA NOUVELLE MACHINE DE DÉPOLLUTION SERA CAPABLE DE TRAITER 144 000 MÉGOTS PAR HEURE"

Après avoir extrait au CO₂ supercritique, donc sans eau ni solvant toxique, plus de 4 000 substances polluantes, comme la nicotine ou le plomb, l'entreprise isarienne obtient de l'acétate de cellulose. Une matière très isolante qu'elle commercialise auprès des secteurs du bâtiment, pour l'isolation de combles par exemple, et du textile qui l'utilise entre autres comme rembourrage de doudounes. Les substances toxiques sont, quant à elles, acheminées vers la filière d'élimination des déchets dangereux.

3 NOUVEAUX CENTRES

Un an après sa levée de fonds de 3,6 M€, bouclée auprès de Rives Croissance, filiale de la Banque Populaire Rives de Paris, TchaoMegot a investi 1,5 M€ dans une nouvelle machine de traitement et de dépollution de mégots de cigarettes. Laquelle est en mesure de traiter jusqu'à 200 litres par heure, soit 144 000

mégots, contre 10 litres avec la première machine. Cette année, L'entreprise veut traiter 40 tonnes de mégots et plus de 100 tonnes en l'an prochain. Elle ambitionne de produire 420 tonnes annuelles d'isolant et d'ouvrir, à compter de 2027, trois autres centres de traitement en France. « On estime qu'il faudrait plus de 100 M€ pour nettoyer toutes les rues de France, avance le fondateur, ingénieur HEI Lille. Notre solution représente un investissement mais le but est d'aller chercher des économies. L'idée est d'investir pour collecter en masse et ne plus avoir à récupérer les mégots un par un ».

TchaoMegot a déjà déployé 37 000 kits de cendriers (vendu 280€ l'unité) dans des collectivités, et entreprises comme Véolia, Danone ou Decathlon, et même à l'Élysée. Ce qui lui a permis de réaliser 3 M€ de chiffre d'affaires en 2024 avec ses 30 salariés. Elle prévoit de recruter une vingtaine de personnes dans les deux ans ■ **Julie Kiavué**



Save the date !

3 juin
Soirée Hodefi

CCI Grand Lille
18h30

17 juin
Invest'Innove

Siège de la Banque Populaire
du Nord, Marcq-en-Barceul
17h30

26 juin
European Silver Day

HUB Eurasanté
9h - 19h

Alzprotect rentre dans un essai ombrelle majeur aux Etats-Unis

1 8 ans après sa création, Alzprotect va peut-être franchir une étape décisive. La plateforme américaine d'essai clinique PSP Trial Platform sur la paralysie supranucléaire progressive (une maladie orpheline très grave, proche de la maladie d'Alzheimer) vient en effet d'annoncer le lancement d'un essai clinique de phase 2 pour trois molécules dont l'AZP2006 d'Alzprotect. Cette molécule orale vise à reconstituer l'homéostasie lysosomale (le recyclage des neurones, en quelque sorte) à travers la modulation de la progranuline. L'objectif étant de restaurer des connexions neuronales. Le projet bénéficie d'une subvention du National Institute of Health de quelque 75 M\$. L'essai dit ombrelle, associant 3 molécules ainsi qu'un bras central placebo, débutera en fin d'année et sera mené aux Etats-Unis ainsi qu'au Canada.

Alzprotect a déjà conduit des études très prometteuses sur les souris, qui ont pu retrouver leurs fonctions cognitives,

tandis qu'un essai mené sur une petite quantité de patients soignés pendant six mois dans le cadre d'une phase clinique 2A a permis de montrer la stabilité de la maladie chez les deux tiers d'entre eux. Et d'obtenir la désignation de médicament orphelin par la FDA et l'agence européenne des médicaments. Philippe Verwaerde, dirigeant de la société, indique avoir une marque d'intérêt fort d'un investisseur américain pour participer à une grosse levée de fonds, tandis que France 2030 a déjà réservé 4,7 M€ dans ce sens. Il reste à la biotech de trouver un investisseur leader français ou européen. Alzprotect vise une levée de 30 M€, mais a déjà sécurisé ses besoins de financement pour 24 mois avec une levée de fonds bridge très récente de 2 M€ auprès de ses investisseurs historiques. Elle espère pouvoir finaliser une étude clinique en phase 2B 3 en Europe, complémentaire de celle des Etats-Unis ■ **O.D.**



Euratech : 25 M€ pour son excellence énergétique

La Métropole européenne de Lille a voté une enveloppe de 25 M€ pour la rénovation énergétique du site Totem Leblan Lafont. Cette ancienne filature réhabilitée en 2009 est énérgivore. Les travaux, inscrits dans le Plan Climat de la MEL, doivent permettre au bâtiment de réduire sa consommation de 60% à horizon 2050. Au programme : optimisation des systèmes techniques, dont une rénovation complète du chauffage et de la ventilation, isolation thermique renforcée des murs, toitures et menuiseries extérieures, installation de panneaux photovoltaïques en toiture et enfin mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales. Le marché de conception-réalisation est ouvert jusqu'en juillet. Avant son attribution au printemps 2026 pour un démarrage des travaux en début d'année suivante.

PACO en quête de nouveaux investisseurs

En pleine campagne de crowdfunding, la société Les Companions, à la tête du robot-peintre PACO, a reçu 100 K€ de la part de la FFB-GESTES. Lancée sur la plateforme WISEED, la campagne est ouverte jusqu'à début juin. En parallèle, le dirigeant-fondateur Antoine Rennuit annonce ouvrir son capital à d'autres investisseurs qui rejoindraient Finovam, des business angels et les fabricants industriels de peintures professionnelles Unikalo et Akzo-Nobel. Objectif : lever à plus long terme entre 3 et 5 M€. Ce serait la quatrième levée de fonds depuis la création des Companions en 2018. Une enveloppe qu'elle utiliserait pour se constituer un stock de matières premières afin d'assembler de nouveaux PACO, améliorer les fonctionnalités du robot-peintre et d'accélérer sa commercialisation à l'export. La société de Marcq-en-Barœul annonce être "en discussions avancées" en France, en

Angleterre et aux Pays-Bas. PACO, protégé par trois brevets mondiaux, assiste les salariés du bâtiment dans leurs tâches répétitives. Il est capable de peindre 100 m² à l'heure et d'appliquer 2 à 3 couches de peinture en une application. Le robot est mis à disposition des entreprises en leasing sur plusieurs années ou, depuis peu, en location pour 300€ par jour. Une offre qu'Antoine Rennuit souhaiterait davantage développer.

850 K€

C'est le montant que vient de lever CustomsBridge, la spécialiste lilloise de la simplification des formalités douanières, auprès de son partenaire historique Soger, l'éditeur de logiciels, et d'un investisseur privé. C'est le deuxième tour de table de l'entreprise créée il y a cinq ans. Elle développe Okiduty, un service d'automatisation de suivi douanier et des formalités douanières. Dans le contexte actuel de guerre commerciale, susceptible d'évoluer du jour

au lendemain, la solution de CustomsBridge apparaît comme une véritable opportunité pour les entreprises. En un clic, elles peuvent vérifier et s'assurer de leurs opérations douanières et de leur adéquation avec la réglementation et des normes en vigueur à l'instant T. Celle qui compte parmi sa centaine de clients de grands comptes comme Adeo, ou Lactalis, entend accélérer le déploiement d'Okiduty au-delà de l'Europe. Elle emploie une quinzaine de salariés.

Serveur : Addingwell devient parisienne

L'entreprise lilloise spécialisée dans la collecte, la gestion et la protection des données entre dans le giron du parisien Didomi, qui vient de lever 72 M€ pour, entre autres, financer cette acquisition. Leader mondial de la gestion de la confidentialité et du consentement, il va permettre à Addingwell de prospecter sur la scène internationale.

boulangier

QUAND LA GALAXIE MULLIEZ SE MET À NU

LERROY MERLIN

BRICE

TEXTES OLIVIER DUCUING



JULES



Jules

La représentation nationale écoute de plus en plus nos chefs d'entreprise depuis plus d'un an, qu'il s'agisse du Sénat ou du Palais-Bourbon. C'est dans l'enceinte de ce dernier qu'une commission d'enquête s'est réunie en mai sur la thématique de la défaillance des pouvoirs publics face aux plans de licenciement. Ce qui a donné lieu à une audition exceptionnelle des syndicalistes d'Auchan Retail, qui a fait l'objet en novembre 2024 de l'annonce d'un vaste PSE, mais aussi des dirigeants d'Auchan et de Barthélémy Guislain, président de la société de gérance de l'AFM.

L'occasion très rare de détailler devant des députés souvent un peu déroutés le modèle sans équivalent de la galaxie Mulliez, qu'ils prononcent souvent « Mullière », ce qui en dit long sur leur méconnaissance. Nous en reprenons ici la substantifique moelle.

Quel est cet OVNI entrepreneurial que l'AFM ? Son histoire débute en 1905 sous la houlette de Louis Mulliez sur une base double : l'autonomie d'entreprise et la solidarité entre les membres. Dès 1920, il pousse ses fils et ses gendres à créer des entreprises et à pratiquer l'actionnariat croisé. 105 ans plus tard, ils sont 950 membres de la famille depuis quatre générations autour d'un même projet affiché : entreprendre ensemble, mobiliser un patrimoine commun au service d'entreprises et de sens, par et pour l'homme. Et la volonté affirmée d'être utile au plus grand nombre. Car les racines de l'AFM plongent, comme tant d'autres entreprises familiales du Nord, dans le christianisme social. Ce patronat social-chrétien a ouvert la voie du 1% logement, des allocations familiales et de bien des innovations sociales comme l'actionnariat salarié. Il en reste aujourd'hui un système de valeurs fortes,

encore partagées largement du reste par le patronat nordiste et nombre de ses instances représentatives.

De façon concrète, les entreprises de la « galaxie » ou « l'écosystème » Mulliez telles qu'Auchan, Leroy Merlin, Jules, Kiabi, Decathlon, Flunch ou Boulanger, parmi 130 entreprises, ne font pas partie juridiquement d'un groupe, rappelle Barthélémy Guislain. « Les membres de la famille ne détiennent individuellement aucune de ces entreprises. Aucun d'entre nous ne détient plus de 10% du capital ou des droits de vote. »

Alors comment se tissent et croissent les liens entre ces entités ? « Nous sommes dans un modèle unique fondé sur un esprit associatif et la gouvernance partagée, bien éloigné de l'image d'un capitalisme familial fermé et concentré », explique Barthélémy Guislain. L'AFM est elle-même actionnaire minoritaire d'entreprises qui gardent toutes une autonomie très forte et sont indépendantes les unes des autres, avec un principe fort de subsidiarité : les décisions doivent être prises au plus près

du terrain. « La seule règle que nous contrôlons est celle de l'autonomie financière en particulier vis-à-vis des banques et des marchés. Il n'existe de solidarité financière statutaire dans aucune entreprise. »

60 % DE LA VALEUR CRÉÉE EST RÉINVESTIE

Quelle règle prévaut pour les dividendes des entreprises de la galaxie ? « De manière générale, 50% de la valeur créée par nos entreprises est réinvestie dans la même entreprise », décrit le président de la société de gérance qui évalue les dividendes versés aux associés familiaux à 1% de la valeur des entreprises, « soit 3 à 4 fois moins que les entreprises cotées ». Le reste des profits est réinvesti dans l'entreprise ou versé à l'Etat sous forme d'impôt. Surtout, la famille n'hésite pas à mettre la main au portefeuille lorsque des entreprises traversent des difficultés, et bien sûr pour soutenir de nouveaux projets entrepreneuriaux. Barthélémy Guislain rappelle ainsi comment l'AFM a réinjecté il y a cinq ans 2 Mds € (issus des fruits de cession d'activités en Chine) dans le désendettement d'Auchan, com-

ment elle a soutenu Boulanger il y a 8 ans, ou encore Flunch, respectivement à hauteur de 100 M€.

Autre exemple, très récent, celui du « milliard de Decathlon » versé en novembre 2024, suscitant beaucoup de bruit médiatique. En réponse au député Benjamin Lucas-Lundy, Barthélémy Guislain détaille son contenu : 594 M€ versés à l'AFM, 260 M€ aux coactionnaires, et 146 M€ aux salariés.

Et sur les 594 M€ de l'AFM, rien n'est allé sur les comptes des familiaux, mais 266 M€ sont venus soutenir Auchan, 15 M€ pour Alinea et autant pour Flunch, ainsi que 105 M€ pour Groupe Maisons de Famille (maisons de seniors en difficulté en Allemagne). Donc une enveloppe « intégralement réinvestie dans l'écosystème », démontre Barthélémy Guislain.

LE PLUS GRAND ENSEMBLE D'ACTIONNARIAT SALARIÉ EN FRANCE

Ce partage de la valeur inclut les salariés au premier chef. La pratique en a été généralisée dans les entreprises de l'AFM à partir de 1976. Il suffit de trois mois de présence pour devenir actionnaire. Aujourd'hui, plus de 85% des salariés sont actionnaires de leur entreprise. Soit un actif globalisé de 4 milliards d'euros, « *constituant le plus grand ensemble d'actionariat salarié en France* ». Au-delà du chiffre, considérable, cette ressource représente aussi pour les salariés une contre-garantie bancaire permettant à « *des dizaines de milliers de familles françaises d'accéder à la propriété* ». Néanmoins, les flux sont très variables. Ainsi Barthélémy Guislain révèle que les fonds salariés, qui sont montés jusqu'à une valeur de 2,5 Mds€ chez Auchan, sont redescendus aujourd'hui à 250 M€. Explication : « *l'entreprise a fait face à la vente massive de titres par les salariés en une petite dizaine d'années de près de 2 Mds€*. C'est normal, les salaires, primes et intéressements sont moins bons, les gens

« AUJOURD'HUI, CE QU'EST L'AFM, C'EST CONSIDÉRABLE MAIS IL EXISTE UN RISQUE SI ON N'ENGAGE PAS RÉSOLUMENT LA TRANSFORMATION. C'EST UNE OBLIGATION DANS LES ENTREPRISES FAMILIALES »
BARTHÉLÉMY GUISLAIN



arbitrent leur actionariat salarié pour maintenir leur niveau de vie. »

« LA TRUFFE À L'AIR »

Enfin, où va l'AFM, cet ensemble majeur de l'économie française ? Barthélémy Guislain rappelle que depuis l'origine, le principe d'adaptation permanente prévaut. Après les quatre usines initiales de fil à tricoter, l'aventure s'est poursuivie avec Pildar, qui comptait « *presque autant de magasins qu'il y avait de villages en France* ». Un paysage complètement révolu bien sûr. « *Aujourd'hui, ce qu'est l'AFM, c'est considérable*

LE PÉRIMÈTRE DE L'AFM

- 130 entreprises
Parmi lesquelles : Auchan, Leroy-Merlin, Decathlon, Boulanger, Kiabi, Flunch, Jules...
- Présence dans 80 pays
- 620 000 salariés dont 175 000 en France (dont 40 000 dans le nord de la France)
- 110 000 emplois créés dans le monde depuis 2016
- Plus de 4 mds € d'impôts et contributions sociales payées en France en 2024

mais il existe un risque si on n'engage pas résolument la transformation. C'est une obligation dans les entreprises familiales », insiste Barthélémy Guislain, qui évoque certes la décarbonation et la transformation numérique, mais bien au-delà. « *La transformation, c'est d'abord un modèle de solidarité, mais c'est aussi avoir les yeux grands ouverts, la truffe à l'air pour sentir les tendances et aller le plus vite possible dessus.* »

Ce qui a conduit il y a quelques années Auchan à nouer un accord avec Alibaba pour digitaliser 650 magasins en Chine, vendus depuis. Mais ce fut l'occasion d'apprendre beaucoup. Aujourd'hui la perspective qui se dessine est celle tracée par les grandes plateformes numériques mondiales dont la marge s'opère dans la monétisation des flux de clients, le « *retail media* ». « *Il n'y a pas de raison que ce soit la principale source de revenu d'Amazon ou maintenant de Walmart et que ça ne devienne pas une grosse source de revenus pour les commerçants français* », conclut le président de l'AFM.

BOULEVARD MULLIEZ ET EXIL FISCAL ?

La famille Mulliez est régulièrement pointée du doigt, comme dans un Cash Investigation en début d'année, pour fuir l'impôt français par l'exil fiscal, des villes de Belgique frontalière étant tellement denses en familiaux que certaines rues seraient rebaptisées « *rue Mulliez* ». C'est Barthélémy Guislain qui s'est institué « *fact-checker* » à sa façon, en précisant avec transparence la réalité : « *Plus de 80% des associés familiaux sont résidents fiscaux français. Contrairement à ce que certains médias ont pu suggérer, il n'y a pas eu d'exil fiscal. Seuls 112 associés sur 1 229 descendants Mulliez sont résidents belges et cette proportion est en recul depuis 20 ans.* »



Cap AU NORD

Pour faire rayonner notre région et soutenir ses projets d'envergure,
la Banque Populaire du Nord s'engage avec passion aux côtés de
la Course des Caps - Boulogne sur Mer - Banque Populaire du Nord.
1^{er} partenaire du monde de la voile, nous sommes armateur par vision, partenaire par
passion, mécène par mission.



LA COURSE DES CAPS
BOULOGNE SUR MER
BANQUE POPULAIRE DU NORD

BANQUE
POPULAIRE
DU NORD 

PARTENAIRE MAJEUR

BANQUE
POPULAIRE
DU NORD 

LA BANQUE DES TERRITOIRES A RENFORCÉ SON ACTION DANS LA RÉGION EN 2024

RÉGION. L'organisme affiche son rôle contra-cyclique en 2024, renforcé par des engagements importants en faveur de la transformation écologique et de la cohésion sociale.

La Banque des Territoires a donné un coup d'accélérateur dans les Hauts-de-France en 2024. Elle aura injecté 3,5 Mds € dans l'économie régionale sous forme de prêts, contre 1,6 M€ en 2023, soit plus du double (+119%). « Le contexte économique est compliqué, avec un changement de paradigme : l'argent coûte cher. Dans ces circonstances, la Banque des Territoires vient jouer son rôle d'acteur contra-cyclique », explique Olivier Camau, le directeur régional. Ces 3,5 Mds € se sont principalement destinés aux collectivités locales et aux bailleurs sociaux, confirmant le rôle de l'entité de la Caisse des Dépôts comme un partenaire privilégié au service de la transformation des territoires. Elle a ainsi alloué 2,7 Mds € au logement social, contre 1,4 Md€ un an plus tôt. De quoi financer la construction de 9 600 logements et la réhabilitation de 13 000 autres. La banque a aussi joué un rôle majeur comme financeur des collectivités locales (l'enveloppe a été portée de 135,6 M€ à 785,4 M€), principalement sur deux sujets : la réhabilitation du patrimoine scolaire et l'assainissement de l'eau.

BAISSE DES ENGAGEMENTS EN FONDS PROPRES

Le rythme d'investissement en fonds propres a lui aussi été soutenu, avec 61,3 M€ fléchés sur 14 projets. « L'engagement a certes baissé par rapport à 2023, mais parce qu'il y avait eu l'impact des gigafactories pour un montant de 220 M€ », note Olivier Camau. Parmi les projets financés figurent la transformation des hospices généraux de Douai en un complexe hôtelier haut de gamme, l'Hôtel Mirabeau, la réhabilitation de l'Usine Élévatoire Saint André à Lille (voir ci-dessous), ou encore le financement



© Maisons_&_Cités_cité des arts à Lens

de 1 000 logements étudiants dans la métropole lilloise, avec la résidence ECAL de 800 lits à Lomme et un autre projet à Villeneuve-d'Ascq. Le contexte immobilier reste difficile. La banque a reçu 53,5 M€ de consignations en 2024, contre 44,5 M€ en 2023. Les prêts aux professions juridiques sont passés de 32,3 M€ à 13 M€, une chute de 30 % témoignant d'une reflux des transactions. En revanche, début 2025, les dépôts sont repartis à la hausse, en progression de 5 à 7% ■ Yann Suty



L'USINE ÉLÉVATOIRE VA ENTAMER UNE NOUVELLE VIE

La Banque des Territoires accompagne la réhabilitation de la friche de l'Usine Élévatoire Saint-André, en bordure du Vieux-Lille, non loin du futur palais de justice. Elle y accompagne Artea, qui intervient en tant que co-investisseur, promoteur et exploitant. Construit en 1876, le site, à l'abandon depuis 2008, servait à alimenter le canal de Roubaix en eau naturelle.

« Comment on traite une friche, avec une dimension patrimoniale à maintenir et à restaurer, tout en développant un produit adapté au marché ? » s'interroge Johann Antonacci, le directeur Nord d'Artea. Ses équipes ont imaginé un programme mixte combinant un espace de co-living avec une cinquantaine de logements, une micro-crèche, un espace de co-working, un bâtiment neuf de 300 m² pour une entreprise et enfin un restaurant de 70 à 80 couverts.

Les travaux, qui ont débuté en 2021, devraient s'achever dans un an. L'investissement total s'élève à 16-17 M€ dont 15 M€ pour la réhabilitation et la construction, le reste pour le foncier. La Banque des Territoires finance 40 % de l'investissement.

EN 2024, BPIFRANCE A ACCENTUÉ SON SOUTIEN À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

RÉGION. Le bras armé financier de l'Etat a injecté 3,2 Mds€ l'an dernier auprès de plus de 7 000 entreprises nordistes. Soit 1,5 milliard d'euros de plus qu'en 2023. Le détail.

Face aux enjeux de réindustrialisation et de décarbonation en Hauts-de-France, Bpifrance a intensifié son action et son accompagnement. En 2024, l'établissement a soutenu 7 051 entreprises régionales à hauteur de 3,2 Mds€, contre 1,7 Md€ l'année précédente, au service de 6 900 entreprises. Son soutien a permis la mobilisation de plus de 6 Mds€ de financements publics et privés. Un peu plus de la moitié des fonds (1,8 Md€) a été fléchée vers l'industrie au bénéfice de 519 entreprises pour accompagner leur croissance et leur transformation.

Côté financement, Bpi a accordé près de 2 Mds€ à 523 entreprises. C'est 5% de plus de 144 entreprises supplémentaires sur un an. L'activité Prêts Avec Garantie a atteint plus de 300 M€ l'an dernier, octroyés à 125



Bpifrance a rejoint le capital du groupe Revolt fin 2024

entreprises, notamment pour des crédits en faveur de l'équipement, essentiellement industriel. Quant à l'activité Prêts Sans Garantie, elle enregistre une croissance de 26% lors des douze derniers mois pour atteindre 317 M€ de prêts octroyés à 410 entre-

prises, contre 156 en 2023. Enfin, le Court Terme progresse de 9% pour atteindre plus de 620 M€ d'avances injectées dans 509 entreprises.

Un nouveau record a été établi au niveau du financement de l'innovation après celui de 2023 : près de 300 entreprises ont pu compter l'an dernier sur les outils dédiés de Bpi, à hauteur de 1,6 Md€ (213 M€ en 2023). A travers le dispositif France 2030, Bpifrance, opérateur du Plan DeepTech, a mobilisé 43 M€ en région, contre 36 M€ en 2023.

Bpifrance a investi ou réinvesti en direct dans 15 sociétés des Hauts-de-France. La banque publique intervient en fonds propres dans 56 entreprises à hauteur de 404 M€.

Par ailleurs, 157 M€ ont permis de soutenir 120 entités pour leur développement à l'export ■ **J.K.**

FORT DE RÉSULTATS TRÈS SOLIDES, LE CRÉDIT AGRICOLE AFFICHE SES AMBITIONS

RÉGION. La banque verte affiche 173 M€ de profits en 2024 dans un contexte compliqué. Et multiplie les projets.

En dépit du contexte politique et économique chamboulé, le Crédit Agricole Nord de France a réalisé un exercice 2024 plus que satisfaisant. Porté notamment par la dynamique des grands projets et l'investissement toujours tonique des entreprises. Commercialement d'abord, elle s'enorgueillit d'avoir gagné 10 000 clients nets, passant le cap symbolique du million de clients particuliers. Les réalisations de crédits ont atteint 3,7 mds €, en hausse de 19,5%, pour un encours d'épargne de 38,7 mds€ (+2,9%). L'assurance a vu le nombre de contrats croître de 5,8%. Les trois grandes filiales de la caisse (Nord Capital Investissement, la Foncière de l'Erable et Square Habitat) ont connu aussi de belles performances, générant 25 M€ de résultat net. La banque a aussi bénéficié de la très belle année de la maison mère CASA dont elle est actionnaire, ce qui a valu un dividende de 80 M€. Au total, l'exercice dégage un profit net de 173 M€ (+26%), avec un niveau de risque en hausse (58 M€) mais

sous contrôle.

De quoi alimenter une stratégie nettement offensive. Laurent Martin, son directeur général, multiplie les initiatives. Après le succès du FCPR Pme et territoires, qui a bouclé sa deuxième levée (de 20 M€) auprès des clients de la Caisse, une opération similaire verra le jour au profit des investissements immobiliers à travers une SCPI. L'immobilier est d'ailleurs un de ses axes forts avec, au-delà de sa foncière de l'Erable, très active, le lancement d'une structure baptisée Capimo appelée à soutenir en copromotion des opérations qui ont du mal à se finaliser avec un objectif de 5 à 10 opérations par an. Le Crédit Agricole engage par ailleurs une rationalisation forte de son réseau en regroupant des agences pour leur donner une masse critique en terme d'expertises et de services avec 7 salariés par agence. Le réseau doit passer de 220 à 180 agences dans les prochaines années. Autre nouveauté, le lancement d'une Banque des dirigeants et de la gestion de fortune, qui s'appuie notam-



Laurent Martin et Gabriel Hollander, respectivement directeur général et président de la Caisse régionale

ment sur le rachat du belge Degroof Petercam par CASA (et de sa prise de participation dans Crelan). A l'instar du CMNE et de la Caisse d'Epargne, la banque verte affiche du reste des ambitions nouvelles dans le royaume. « On n'ira pas jusqu'au rachat d'une banque, nuance Laurent Martin. Mais compte tenu de la porosité croissante de nos territoires, on doit être de plus en plus implanté en Belgique » ■ **O.D.**

Monabanq, filiale de Cofidis, implantée à Villeneuve-d'Ascq, connaît une forte montée en puissance qui la conduit à rechercher 150 nouvelles recrues.

QUESTIONS À ANNE-FRANCE GALET, LA DIRECTRICE EXPÉRIENCE (DRH) DE MONABANQ.

« NOUS VOULONS FRANCHIR LE CAP DES 500 COLLABORATEURS EN 2027 »



Pouvez-vous dresser un portrait rapide de Monabanq ? Quelles sont ses ambitions pour les prochaines années ?

Monabanq est une banque en ligne, qui a été créée en 2006. C'est une filiale de Cofidis Group, qui a pour actionnaire Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Aujourd'hui, nous comptons 375 collaborateurs, tous basés à Villeneuve-d'Ascq, sur le campus de Cofidis. Le marché de la banque en ligne est très concurrentiel, mais nous avons l'ambition de nous développer fortement, avec de nombreux recrutements. Ce que nous pouvons faire grâce à l'appui très solide de nos actionnaires.

Quelle traduction a cette ambition en terme d'emplois ?

Lors des 12 derniers mois, nous avons déjà recruté 150 collaborateurs. Nous continuons sur notre lancée car nous comptons en recruter tout autant d'ici à 2027 pour franchir le cap des 500 collaborateurs. A 70%, il s'agit de conseillers clientèle. Mais ces recrutements ont forcément un impact sur les fonctions support, comme le marketing, la data, le contrôle de gestion ou la conformité. Tous ces nouveaux emplois sont basés à Villeneuve-d'Ascq.

Quels type de profils recherchez-vous ?

On a une volonté de diversifier les profils de nos collaborateurs, en particulier pour les conseillers clientèle alors que les fonctions supports nécessitent un savoir-faire technique. Nous

ne cherchons pas que des personnes qui ont une expérience dans le secteur bancaire. Pour nous, la diversité des profils est une vraie richesse. Avant le nombre d'années d'expérience ou le diplôme, nous cherchons des soft skills, des valeurs, des personnes qui veulent vraiment rejoindre notre secteur.

Comment les formez-vous ?

Nous avons créée une Pépinière des talents. Grâce à elle, il faut trois mois pour obtenir le niveau 1 de la délégation bancaire, alors qu'habituellement il en faut sept. Cela peut aussi attirer les candidats car ils développent ainsi leur employabilité. Une fois entré dans le groupe, ils peuvent profiter de beaucoup d'opportunités de mobilité interne. ■

Propos recueillis par Yann Suty

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR

TÉL. 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____



éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

QUESTIONS À ANNE-MARIE REYNARD, DIRECTRICE DÉVELOPPEMENT ET INGÉNIERIE DE RTE HAUTS-DE-FRANCE

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français RTE vient de poser la première pierre du futur poste électrique « Flandre Maritime » à Saint-Georges-sur-l'Aa. Un chantier à 300 M€, voué à accompagner les projets (futurs) industriels du Dunkerquois, et qui s'inscrit dans un programme d'investissement global d'1,3 Md€ d'ici à 2030.

Dunkerque est devenu un territoire de choix pour des projets industriels majeurs, notamment décarbonés. Quel rôle jouera le futur poste électrique ?

L'objectif premier est de répondre aux besoins des industriels, des besoins qui sont considérables. Pour rappel, RTE garantit l'alimentation électrique à très haute tension. On adresse de gros industriels. Le nouveau poste électrique Flandre Maritime comportera un ensemble de 21 lignes de 400 000 volts, 14 autres de 225 000 volts et 3 lignes de 90 000 volts. Il remplacera le poste électrique actuel, basé à Bourbourg, qui a atteint sa limite d'âge et qui dispose d'une capacité de connexion moindre. Il n'offre que 12 lignes 400 000 volts et 10 de 225 000 volts. Flandre Maritime est calibré pour les industriels déjà implantés sur le territoire dunkerquois, ceux à venir et déjà annoncés mais aussi pour d'éventuels prospects. C'est tout l'en-

Le poste Flandre Maritime déployé sur 24 ha sera l'un des plus importants de France



« Ce nouveau poste électrique est une pierre angulaire pour le Dunkerquois »



©ACTphoto

jeu : jouer ce rôle d'aimant, de pierre angulaire pour le territoire. Ce poste a vocation à être l'un des atouts d'attraction du Dunkerquois.

Le chantier de construction a commencé fin 2024 à Saint-Georges-sur-l'Aa. Quel est le calendrier prévisionnel ?

La mise en service partielle est prévue mi-2026 et la mise en service totale d'ici à 2030. L'ancien poste, qui occupe 7 hectares, sera déconstruit dès 2031. Flandre Maritime sera quant à lui déployé sur 24 hectares. Il fera partie des postes les plus importants du pays, en termes de capacité électrique mais aussi de surface.

Quel est l'investissement dédié au poste Flandre Maritime ?

Il représente à lui seul un budget de 300 M€. On a posé la première pierre

en partenariat avec la Communauté urbaine de Dunkerque et Dunkerque-Port, mais RTE porte seul cet investissement.

Quels sont les autres projets de RTE dans le Dunkerquois ?

Avec Fos-sur-Mer et Le Havre, Dunkerque est le territoire où RTE investira massivement dans les prochaines années. Les 300 M€ du poste Flandre Maritime s'inscrivent dans un programme complet d'1,5 Mds €. Ce montant sera injecté uniquement dans le Dunkerquois et d'ici à 2030 pour moderniser le réseau électrique de RTE, optimiser sa puissance mais aussi pour raccorder de nouveaux prospects. Cette enveloppe est pour nous la plus importante en France ■

Recueilli par Julie Kiavué



Bureaux : un début 2025 encourageant

Dans un contexte encore au ralenti, les trois premiers mois de l'année laissent présager - du moins espérer - une légère amélioration de l'activité du marché tertiaire lillois. A l'échelle hexagonale, Lille arrive en tête, selon BNP Paribas Real Estate, *ex aequo* avec Lyon, avec 45 119 m² placés, dont 38 370 m² hors comptes propres, en 61 opérations. Le neuf aspire un peu plus de la moitié des transactions avec 24 000 m² placés. Le marché tertiaire lillois enregistre une progression de 32%, par rapport au premier trimestre 2024. Essentiellement dynamisée par trois transactions majeures dont celle réalisée par le groupe de protection sociale Ircem, qui a mis la main sur l'immeuble Imagine (10 700 m²) au parc Les Prés Business Pôle à Villeneuve-d'Ascq. Ce secteur regroupe par ailleurs 40% des opérations actées au premier trimestre, suivi des Grands Boulevards (36%). Lille et le quartier d'affaires Euralille arrivent loin derrière avec, respectivement, 9% et 4% des transactions.

MEL : 366 M€ POUR UN NOUVEAU RÉSEAU DE CHALEUR

La MEL vient de voter en Conseil une enveloppe de 366 M€ pour la création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid. Ce dernier couvrira six communes : Lille, Wattignies, La Madeleine, Marcq-en-Barceul, Loos et Haubourdin, soit 110 km. Il chauffera l'équivalent de 75 000 logements à horizon 2032, contre 25 000 logements chauffés par les réseaux existants à Lille et Wattignies. « *Il fera partie des trois plus gros réseaux de chaleur en France* », se félicite la MEL. Le contrat de concession, confié à Dalkia, désigné parmi trois candidats, débutera le 1er novembre pour une durée de 20 ans.



Apprentissage : le monde patronal renforce son lobbying

« *Ce n'est pas un effet d'aubaine pour l'entreprise mais une vraie stratégie de recrutement* », estime Arnaud Lefort, président du Clubster Ecole-Entreprise. Son association, créée sous la houlette du Medef, de l'U2P et de la CPME Hauts-de-France, œuvre pour rapprocher les mondes éducatif et économique. Mi-mai, ce dernier a tenu à réaffirmer sa volonté d'accélérer le développement de l'apprentissage dans le supérieur. Et ce, malgré le coup de rabot du gouvernement prévu cette année sur les aides à l'embauche. « *L'impact sera à la marge selon moi. Il sera surtout visible dans les petites entreprises* », estime Philippe Lorban, président du Medef régional. Rejoint par le délégué général, Arnaud Cousin : « *L'Etat doit faire des économies, ça se comprend, mais on doit continuer à faire front commun* ». En 2020, Formasup Hauts-de-France, CFA de référence de l'enseignement supérieur créé par le Medef, comptait 8 000 apprentis. Aujourd'hui, ils sont 15 000, soit un quart du total régional, à avoir choisi « *cette voie d'excellence* ». Objectif : garder le cap.



Le RC Lens rachète le stade Bollaert-Delelis pour 27 M€

La Mairie de Lens a voté la cession du Stade Bollaert-Delelis au RC Lens, son club résident, pour 27 M€. Un montant qui interpelle car la Direction nationale des interventions domaniales avait évalué l'équipement à 54,9 M€. La différence s'explique par la déduction de plusieurs éléments : 6,5 M€ pour la garantie du naming actuel pendant 20 ans, 8,4 M€ pour les droits résiduels du bail emphytéotique administratif, 10,1 M€ qui correspondent au prêt contracté par le RC Lens auprès de la Région pour rénover le stade lors de l'Euro 2016, 2,8 M€ de décotes liés à l'illiquidité du bien. Le club présidé par Joseph Oughourlian a aussi garanti le maintien de tarifs à prix modérés. A quoi servira cette manne ? Sylvain Robert, le maire de Lens, a indiqué qu'elle permettra de baisser la taxe foncière et les tarifs des cantines municipales, de renforcer en moyens humains et matériels de la police municipale, de rénover des écoles ou bien de transformer la place Jean-Jaurès. Un recours a été déposé auprès du tribunal administratif par l'opposition municipale.



MOTOBLOUZ MET LES GAZ AVEC LE LANCEMENT D'UN RÉSEAU DE FRANCHISE

Motoblouz, le pure player de l'équipement pour motards a annoncé son lancement dans la franchise lors du dernier grand prix Moto GP de France. Objectif : 100 points de vente phytaxiaux d'ici à 2030. « *Nous nous sommes demandé ce qu'on pouvait amener comme valeur ajoutée, relate Jérôme Dalidet, le dirigeant. Nous avons une logistique extrêmement performante qui nous permet de centraliser les stocks pour que les magasins n'aient pas besoin de surstocker.* »



Le groupe cible comme franchisés des personnes déjà à la tête de magasins d'accessoires de moto, ou des concessionnaires souhaitant élargir leur offre. 5 à 10 ouvertures sont envisagées d'ici à 2026-2027. Un chiffre qui peut paraître limité par rapport aux 100 annoncés. Jérôme Dalidet assure qu'une fois que le concept aura prouvé son efficacité, « *tout ira très vite* ». « *On ne veut pas que les personnes qui travaillent avec nous mettent de l'argent dans la publicité, mais dans l'animation, en faisant venir des pilotes. C'est important parce que la moto est un monde de plaisir. Construire une communauté, c'est la clef de la réussite.* »

Deslog se renforce dans le transport maritime

Le groupe Deslog, basé à Tétéghem près de Dunkerque, spécialisé dans les services logistiques à forte valeur ajoutée, poursuit sa croissance rapide à travers une nouvelle acquisition. En l'espèce, celle d'Atlantique Transport & Offshore Services (Atos), un courtier maritime basé à Nantes. Ce spécialiste de l'affrètement maritime entre Afrique et Europe, notamment, apporte dans l'escarcelle un chiffre d'affaires de 10 M€. Atos Shipping offre une gamme complète de services, allant de l'affrètement de tous types de navires («coasters», «bulkcarriers», «heavy lifters», ro-ro) à la gestion de projets offshore.

Le groupe indépendant Deslog, créé en 2011, emploie désormais 530 salariés pour un chiffre d'affaires attendu de 160 M€ cette année. Rappelons que l'entreprise avait mis la main fin 2024 sur les sociétés Transports Routiers d'Alsace (TRA) et TRA Europe, représentant 63 salariés et 41 véhicules. Quelques mois auparavant, elle s'était offert deux acteurs britannique et néerlandais du transport-logistique, NFS 360 et Ad Leijten Transport bv (transport routier de conteneurs maritimes).



DUNKERQUE : ARCELORMITTAL CONFIRME SON "INTENTION" D'INJECTER 1,2 MDC

S'il venait à se réaliser, cet investissement – bien qu'en deçà des 1,8 Md€ initialement prévus – serait la première phase du plan de décarbonation du site de Dunkerque d'ArcelorMittal. Mi-mai, le géant mondial de l'acier a confirmé son « *intention* » d'investir 1,2 Md€ pour l'installation d'un four électrique d'ici à 2028. « *ArcelorMittal reste engagé dans*

la décarbonation de ses sites industriels en France », a déclaré le groupe. Qui ne devrait pas confirmer cet investissement avant cet été, attendant « *des mesures de protection de l'acier efficaces* » de la part de Bruxelles. Dans tous les cas, ArcelorMittal n'abandonnera pas son plan social qui prévoit la suppression de 600 postes en France dont 300 en région.

DAUDRUY AJOUTE LA LIQUÉFACTION DU CO2 À LA BIOMÉTHANISATION

L'entreprise familiale Daudruy, basée à Petite-Synthe, a inauguré Nord-Métha fin mai, la plus grande unité de biométhanisation des Hauts-de-France. A cette occasion, elle a annoncé la mise en service de son projet de liquéfaction du CO2 biogénique, visant à réutiliser dans l'industrie locale, notamment agroalimentaire, le CO2 émis dans le cadre de la méthanisation.

Lancé en 2015 et mis en service en 2023, le projet Nord Metha a mobilisé 16 M€, financés par emprunt bancaire et par une subvention de 1,1 M€ du FEDER. De son côté, le dispositif CO2, mené en collaboration avec le Centre de Valorisation Énergétique et la Communauté Urbaine de Dunkerque, a coûté 2,5 M€, entièrement financés par Daudruy.

Le projet s'inscrit dans une logique de synergies industrielles locales, avec 75% des intrants provenant de Daudruy et de ses filiales. Les 25% restants sont d'origine locale. Nord-Métha produit l'équivalent de la consommation annuelle en gaz de 12 000 foyers, réduisant ainsi l'empreinte environnementale du territoire. Une partie de cette énergie est utilisée pour les besoins énergétiques des installations industrielles de Daudruy, ce qui lui permet de renforcer l'autonomie énergétique du site.



ALUMINIUM DUNKERQUE GARANTIT SON AVENIR

GRAVELINES. La plus grosse usine d'aluminium d'Europe a pu signer un accord de longue durée avec EDF. En parallèle, elle s'engage résolument vers l'aluminium recyclé.

« On ne peut réussir le pari industriel qu'avec la dimension énergétique ». Le président de Région Xavier Bertrand est venu saluer le 15 mai dernier un accord vital pour l'avenir d'Aluminium Dunkerque : la plus grosse aluminerie d'Europe et plus gros client français d'EDF (elle consomme autant que toute la ville de Marseille) a pu signer, après 18 mois de discussions serrées, un accord d'approvisionnement d'électricité décarbonée pour 10 ans avec EDF, portant sur 70% de ses besoins. Les conditions précises de ce contrat restent confidentielles. L'urgence était grande puisque l'industriel bénéficie du dispositif Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique), à tarif réduit, pour 65% de ses besoins mais qui s'interrompt en fin d'année seulement. Or le pilotage d'un industriel de la taille d'Aluminium Dunkerque exige de la visibilité de long terme et une stabilité des tarifs de l'électricité, ressource essentielle pour l'électrolyse. La société avait déjà signé en août un premier accord avec Engie portant jusqu'à 25% de ses besoins, et ce pour une durée de quatre ans. « Sans électricité à

prix compétitif, notre industrie ne peut pas rivaliser avec la compétition internationale et investir dans la décarbonation », décrypte Guillaume de Goÿs, président d'Aluminium Dunkerque.

PLAN DE DÉCARBONATION LOWCAL

L'entreprise, propriété depuis 2021 du fonds American Industrial Partners, a également ouvert une nouvelle page stratégique de son avenir le 15 mai à travers l'inauguration de son huitième four, au terme d'un investissement de 13 M€. Le premier ouvert depuis 20 ans, mais cette fois non pas pour la production d'aluminium primaire, mais d'aluminium recyclé. Et non plus à partir d'un four électrique, mais avec une technologie gaz à haute performance : avec un rendement de 10 tonnes par heure, il utilise notamment les brûleurs oxycombustion (gaz naturel et oxygène), réduisant drastiquement les émissions liées à la fusion.

Une tonne d'aluminium ainsi produite émettra 0,5 à 0,6 tonne de CO₂ contre 4 tonnes pour les autres productions. La performance du site est déjà remarquable puisque la

moyenne mondiale est à 17 tonnes de CO₂ pour une tonne produite, rapporte Cyrille Mounier, directeur général d'Aluminium France (fédération professionnelle des industriels de l'aluminium).

Il s'agit d'une première étape dans le plan de décarbonation de l'entreprise, baptisé LOWCAL (low carbon aluminium, local aluminium). Guillaume de Goÿs annonce une montée en puissance des tonnages d'aluminium recyclé pour monter à 30 000 tonnes rapidement, avec un voire même deux nouvelles installations d'ici à 2030. Pas de quoi attendre des créations massives d'emplois : le nouveau four n'a permis de créer que 10 postes. Mais une étape importante pour pérenniser les 720 emplois existants sans compter les 250 sous-traitants qui s'affairent chaque jour sur le site. Une deuxième voie de réduction des émissions passe par la capture du CO₂. Aluminium Dunkerque participe à un consortium associant Fives, Trimet ou encore Rio Tinto. Guillaume de Goÿs annonce l'arrivée imminente d'un prototype, pour une phase de tests dont les résultats seront connus à l'automne. La troisième phase de décarbonation, plus drastique, s'appuiera sur une technologie pas encore disponible d'anode inerte ■ **Olivier Ducuing**

Guillaume de Goÿs et Marc Benayoun, directeur exécutif groupe chez EDF, ont scellé un accord stratégique pour un approvisionnement électrique sécurisé sur 10 ans



AXENS VISE LE MILLIARD D'EUROS D'INVESTISSEMENT À SAINT-SAULVE

À l'heure où la filière de la batterie s'inquiète, le spécialiste de l'énergie maintient le cap de son investissement de matériaux de cathode (CAM) et va même le doubler en intégrant une unité de recyclage et une unité de précurseur de CAM.

Nom de code : Macaron. C'est ainsi qu'Axens a baptisé son projet sur la friche Vallourec de Saint-Saulve, qu'elle vient de racheter à Valenciennes Métropole. Soit 26 ha dont 10 vont bientôt héberger une unité de production de matériaux actifs de cathode (CAM), destinés à la filière des batteries de type NMC (nickel-manganèse-cobalt), autrement dit les batteries à la plus grande autonomie, mais aussi les plus chères. La filiale de l'IFP Energies Nouvelles confirme ainsi son engagement dans la vallée de la batterie qui se développe dans les Hauts-de-France en dépit de débuts turbulents : la retentissante faillite de Northvolt a refroidi les ardeurs du marché. Pour autant, Quentin Debuisschert, Pdg d'Axens, se veut serein et garde le cap. « Axens est une ETI française de 2 200 personnes dont 1 200 en France, avec une stratégie d'ETI. On ne fait pas un projet de très grande capacité.



On est convaincu que la transition énergétique passe par l'électrification des véhicules ; les fondamentaux vont vers la croissance durable de ce marché ». L'usine produira de 28 000 tonnes de CAM (pour 250 à 300 000 véhicules), avec une mise en service visée pour la mi-2028, pour un investissement initial de 500 M€

et le recrutement de 400 personnes. Le projet associe de façon minoritaire le chinois Minmetals New Energy Materials. De nouveaux actionnaires pourraient rejoindre l'aventure, annonce Quentin Debuisschert. Une procédure de concertation publique lancée début mai va durer jusqu'au 5 juillet. Mais Axens ne compte pas s'en tenir là : une unité de recyclage est envisagée pour compléter le dispositif industriel, permettant de se conformer aux obligations réglementaires d'intégration de matières recyclées. Enfin, Quentin Debuisschert annonce envisager une ultime étape d'implantation sur le site d'une usine de production de « précurseur de CAM », le PCAM. Cette matière sera acheminée dans un premier temps de Chine. Les réserves foncières permettront largement d'accueillir ces nouvelles activités, qui doubleront le volume d'investissement mobilisé pour atteindre le milliard d'euros ■ **O.D.**

GTE AUTOMOTIVE VEUT QUADRUPLER EN QUATRE ANS

SALLAUMINES. 450 emplois aujourd'hui. 2 000 en 2028 : c'est la promesse du groupe GTE Automotive, qui a réussi à finaliser *in extremis* la relance de Durisotti.

« *L'alternative était la liquidation judiciaire, ça a été à deux doigts. Ce fut un long combat d'un an pour sauver ce fleuron* ». C'est avec beaucoup d'émotion dans la voix que Marie Desprez, présidente de GTE Automotive, a ouvert à la presse et à ses partenaires les portes du célèbre carrossier automobile Durisotti, au côté du maire de Sallaumines et de Sylvain Robert, président de l'agglomération de Lens-Liévin. Un acteur incontournable du paysage automobile régional, mais dont le passage au sein du sidérurgiste britannique GFG Alliance aura laissé des traces sévères, faute d'investissement, d'implication et de vision. « *A la reprise, nous découvrons une entreprise au bord du gouffre, une situation financière catastrophique, qui nécessite une action forte des actionnaires et des collectivités. Aujourd'hui Durisotti est debout, redémarre, regarde l'avenir. Nous avons tenu bon et nous repartons* ». GTE Automotive, fondé



en 2013 avec son mari Ludwig Czelecz, compte s'appuyer sur le savoir-faire des salariés et les grosses capacités de Durisotti pour déployer son concept de Centre Européen de la Mobilité Décarbonée. A la transformation « classique » de Durisotti, le groupe adjoint de nouvelles activités dont l'électrification de véhicules à l'exemple de la transformation de bus diesel en électriques, revendus au prix d'un diesel neuf. « *On se met dans les niches que les constructeurs*

n'occupent pas », précise la dirigeante. Le site de Sallaumines devient désormais le siège du groupe. Il affiche de grosses perspectives de croissance qui lui permettraient de porter ses effectifs de 450 personnes aujourd'hui à 2 000 à horizon 2028, dans un bassin d'emploi propice pour cela. « *Nous avons l'ambition d'être le numéro un en décarbonation de la mobilité professionnelle* », lance crânement Marie Desprez, qui évoque une croissance organique mais aussi par rachats. « *Ici il y a eu jusqu'à 850 personnes, il y a la place* », complète-t-elle. ■ **O.D.**

LE GROUPE GTE AUTOMOTIVE EN BREF

Durisotti (Sallaumines, Agen et Metz) : réaménagement, transformation ; **SPAC** (Tatinghem et Lesquin) : aménagements, BTP, **Creafer** (Avion) : bennes et plateaux, **Mona Automotive** (Valenciennes) : R&D et retrofit, **Delcroix** (Bapaume) : caisses, frigo, maintenance ; **LM Consulting** (services & formation), **Green-Tech Engineering** (Famars) : bureau d'étude



AFF PRÉPARE L'ORIENT-EXPRESS À LA FRANÇAISE

SOMAIN. La PMI déploie une expertise hors norme pour concevoir les voitures du train d'exception Grand Tour, pour le Puy du Fou. Et prépare déjà l'après.

On imagine déjà de futures adaptations d'Agatha Christie dans ces voitures qui rappellent l'Orient-Express ou le Royal Scotsman écossais. C'est à l'abri d'un entrepôt ferroviaire anonyme, à quelques encablures de la gare de Somain, que s'écrit un nouveau chapitre non pas de l'œuvre de la célèbre romancière mais de l'aventure du Puy du Fou. L'entreprise vendéenne a en effet passé commande en 2021 à la société AFF (Ateliers de Fabrication Ferroviaire) d'un train-hôtel de grand luxe. Soit 12 voitures d'exception qui auront vocation, à partir de 2026, à sillonner la France, depuis la gare de l'Est, pour un tour du pays en six jours et cinq nuits, jalonné d'étapes comme la cathédrale de Reims, les hospices de Beaune ou le château de Chenonceau. Ce projet hors normes, qui consiste en la transformation totale de voitures de voyageurs déclassées de la Deutsche Bahn, requiert des compétences hors normes : aux lieux et places des sièges de passagers, se substitueront des suites avec salle de bain, un restaurant et un bar, mais

aussi une voiture pour accueillir les cuisines du chef vendéen triplement étoilé Alex Couillon. On y trouvera aussi deux voitures dédiées au personnel, à raison d'une personne pour deux voyageurs ! Le tout dans un style belle époque dont commencent à se parer les voitures : un luminaire cuivré apparaît ici sous un film de protection, des tapisseries molletonnées commencent à recouvrir quelques parois, des boiseries vernissées laissent entrevoir ce que sera ce train croisière, un vrai palace roulant. Mais les compétences les plus affûtées d'AFF sont sans doute les moins visibles : du câblage électrique intégral à la climatisation ou aux freins en passant par le carrossage, l'entreprise multiplie les corps de métiers. Sans compter un bureau d'étude qui emploie 20 des 75 salariés, mais aussi la dimension réglementaire et d'homologation, absolument cruciale dans l'univers ferroviaire. « Notre force est qu'on est capable de gérer un projet de A à Z » explique Vincent Pobelle, dirigeant arrivé aux manettes en 2023.

DEVENIR MAINTENEUR DE TRAINS

L'entreprise dispose aussi de la licence ECE lui conférant l'habilitation à maintenir le matériel roulant ferroviaire. Un atout précieux pour préparer la suite de ce très gros chantier du train Grand Tour, au montant non communiqué. « On ambitionne d'être mainteneur d'autres trains, indique le dirigeant, fier d'avoir décroché le référencement de la SNCF, qui confie déjà à AFF quelques contrats. « Notre objectif est d'en faire un client significatif », décrit Vincent Pobelle, qui estime la période très propice à l'offre de son entreprise. « On vit une étape charnière de transformation du paysage ferroviaire français, avec l'arrivée de beaucoup de nouveaux acteurs. Et nous sommes en position d'offrir une palette de savoir-faire large ». AFF mise aussi sur son positionnement géographique très favorable, au cœur du principal pôle ferroviaire européen, mais aussi sur un site majeur de fret, que vise d'ailleurs le groupe Bils-Deroo pour y implanter un très gros centre de ferroutage. Et AFF dispose de pas moins de 5 hectares avec ses propres faisceaux permettant aux clients d'acheminer directement le matériel à traiter sur place.

L'entreprise ne communique pas ses données, mais réalisait un chiffre d'affaires de 12,7 M€ en 2023, en perte de plus de 2 M€, selon le site Pappers.fr. Néanmoins, la présence au capital de la société Puy du Fou elle-même paraît de nature à sécuriser l'avenir ■ Olivier Ducuing





14^e édition du Salon International
de l'Industrie Ferroviaire

24 – 26 juin 2025
Lille Grand Palais, France



Façonnez l'avenir de la filière ferroviaire

BREF // **SIFER 2025 EN BREF** // SIFER 2025 EN BREF // SIFER 2025 EN BREF // SIFER 2025 EN BREF // SIFER 2025 EN BREF

- Découvrez l'innovation en action, avec des démonstrations de produits en direct sur les voies intérieures.
- Interagissez avec les leaders de l'industrie et gagnez en expertise au Village FIF.
- Explorez des solutions révolutionnaires auprès des start-ups du Hub Innovation.
- Nouez des liens précieux lors des événements de réseautage exclusifs de SIFER.



10 % DE REMISE



ACHETEZ VOTRE BILLET :

www.sifer-expo.com

Built by
RX In the business of
building businesses

LE GROUPE CHARLET ASPIRE À UN RETOUR À LA RENTABILITÉ

BOIS-GRENIER. Le grossiste en fruits et légumes, repris *in extremis* il y a deux ans, se projette à nouveau dans l'avenir. Sa nouvelle feuille de route doit le conduire vers les 70 M€ de ventes en 2029.



Un nouveau printemps débute pour le groupe Charlet, spécialiste du négoce et de la distribution de fruits, légumes et produits de la mer. Et la Pme espère que ce temps lui sera bien plus clémente, mais surtout synonyme de croissance pérenne. Fin 2020, Advitam devient son actionnaire majoritaire, avec l'ambition de nourrir une filière alimentaire locale, tout en s'appuyant sur le réseau de magasins Prise Direct'. Mais deux ans plus tard, le groupe Charlet quitte le giron d'Advitam. A nouveau indépendante, l'entreprise de Bois-Grenier se retrouve en redressement judiciaire. Et affronte le quatrième plan social de son histoire commencée il y a 75 ans. Le groupe Charlet, qui regroupe les sociétés Charlet Fruits & Légumes, Norocéan et Houssoye Transports, est sauvé à la barre du tribunal en mars 2023 par Stéphane Jean-Baptiste, alors Dg depuis deux ans, recruté par Advitam. « On a évité la catastrophe annoncée... la catastrophe économique et humaine »,

confie-t-il. En effet, Stéphane Jean-Baptiste reprend l'ensemble des 220 salariés, à qui il propose d'entrer au capital. 70 d'entre eux sont désormais actionnaires. « Certains ont investi leurs économies pour sauver cette entreprise qui était à un moment sinistre de son histoire », poursuit, ému, le dirigeant.

CROISSANCE À DEUX CHIFFRES

Il rédige alors un plan de transformation « ambitieux » pour redresser la barre. Pour le financer, Stéphane Jean-Baptiste décide de se séparer de l'entrepôt de préparation situé à Amiens et de rapatrier l'activité à Bois-Grenier, mais aussi de vendre le bâtiment grenésien dont le groupe Charlet est aujourd'hui le locataire. Ces trois dernières années, le dirigeant a également engagé la digitalisation de son entrepôt pour gagner en productivité et traçabilité. Il a aussi renforcé son équipe commerciale pour aller chercher de nouveaux marchés et entamer la vente des produits Charlet auprès de gross-

istes nationaux.

Dans le viseur : le retour à la rentabilité en fin d'année et les 70 M€ de chiffre d'affaires à horizon quatre ans, contre 53 M€ actuellement. « Le fil rouge de ma stratégie est de ne pas toucher à notre trésorerie. On a connu une croissance de nos ventes ces deux dernières années, de 17% sur les produits primeurs et de 58% sur l'activité marée, mais le marché reste fragile. Je veux préserver notre trésorerie pour financer d'éventuels décalages ». Côté investissement, Stéphane Jean-Baptiste souhaite injecter 800 K€ pour réfrigérer une partie de son entrepôt, pour accompagner la hausse prévisionnelle du tonnage, et moderniser l'outil de conditionnement des produits de la mer. « Nous recherchons des partenaires pour nous aider à réaliser ces investissements. Et autant vous dire qu'une entreprise qui a connu 10-15 ans de difficultés n'est pas la meilleure des candidates ! » L'appel est lancé ■ Julie Kiavué

1/3

Quand on est la banque
d'une PME sur trois,
on est forcément acteur
de l'économie locale.



Construisons pour que le monde bouge.



PICNIC FRANCE SE RÊVE UN PEU PLUS NORDISTE

RÉGION. Quatre ans après son lancement en Hexagone via le Nord, le supermarché mobile né aux Pays-Bas nourrit des ambitions de croissance en région. Avec 150 recrutements à la clé.

9,5 millions d'euros de ventes, dont les deux tiers dans l'ex-région Nord-Pas-de-Calais. Quatre ans après avoir posé un pied en France, précisément à Valenciennes, Picnic veut accélérer. Encouragée par la demande, l'enseigne néerlandaise de livraison de produits alimentaires née en 2015 planifie l'embauche de 150 personnes en région d'ici à septembre prochain. Un plan de recrutement ambitieux certes au vu du calendrier, mais indispensable pour absorber le flux d'activité qui devrait encore gagner en intensité à la rentrée. Picnic prévoit de diriger la moitié de ses nouvelles recrues à Fretin, dans son centre de préparation de commandes où déjà 300 préparateurs sont employés. Le site dessert les sept hubs de livraison répartis dans le Nord et le Pas-de-Calais où Picnic emploie un peu de plus de 300 livreurs au total, qui devraient être rejoints dans les prochains mois par l'autre moitié des futurs salariés. Avec cet architecture, le supermarché mobile couvre 180 villes nordistes, soit 800 000 ménages. Alors qu'elle ne proposait que la livraison

l'après-midi et en soirée, l'enseigne a dû ouvrir de nouveaux créneaux le matin pour tenter de satisfaire un peu plus ses clients. « *Nous ciblons les familles de classe moyenne* », explique Grégoire Borgoltz, directeur des opérations France de Picnic. Ce qui explique en partie, selon lui, pourquoi l'enseigne a décidé d'attaquer l'Hexagone par Valenciennes, « *alors que nos concurrents, tels que Cajoo, Dija ou Gorillas, se focalisaient tous sur Paris* ».

Depuis, l'enseigne s'est aussi développée en Île-de-France, mais hors du centre de la capitale. Elle y a ouvert 9 hubs de livraison ces deux dernières années grâce auxquels elle livre deux millions de ménages. Picnic prévoit, là aussi, d'embaucher 150 salariés dans les tout prochains mois. « *Après avoir scalé le modèle,*

nous allons désormais chercher la rentabilité », poursuit Grégoire Borgoltz. Son entreprise a un temps voulu implanter son siège national en région, avec l'aide de l'agence d'attractivité HelloLille, mais a finalement retenu Paris, plus séduisant aux yeux des candidats aux postes de fonctions supports. « *On a fait le test sur des annonces indiquant le siège à Lille et d'autres indiquant Paris. Celles-ci attireraient davantage de candidats* », explique Grégoire Borgoltz, nordiste d'origine.

LEADER NATIONAL

La marque néerlandaise aspire 40% des parts de marché de la livraison alimentaire dans le Nord. Un marché toutefois encore embryonnaire. Picnic, qui vise la place de numéro 1 de la livraison à domicile, dit vouloir contribuer à l'évolution de son secteur. Largement freiné par la force de l'habitude des achats alimentaires, surtout pour les produits frais, en magasin. « *Les fruits-légumes, la viande et le poisson sont la faiblesse de notre modèle. Picnic est un drive 2.0 et comme toute enseigne drive, les clients n'ont pas le réflexe d'y faire toutes leurs courses. On doit gagner leur confiance, le développement de ce marché passera par là* », détaille le directeur des opérations. Picnic multiplie ainsi les offres promotionnelles agressives sur les produits frais pour forcer ses clients à franchir le cap.

Le supermarché mobile se fournit auprès de sa maison-mère aux Pays-Bas, de coopératives françaises et, depuis cette année, auprès des Mousquetaires (Intermarché), devenu sa centrale d'achats en lieu et place de Cora suivi de Coopérative U, pour les marques de distributeurs, les grandes marques nationales et les produits locaux ■ **Julie Kiavué**



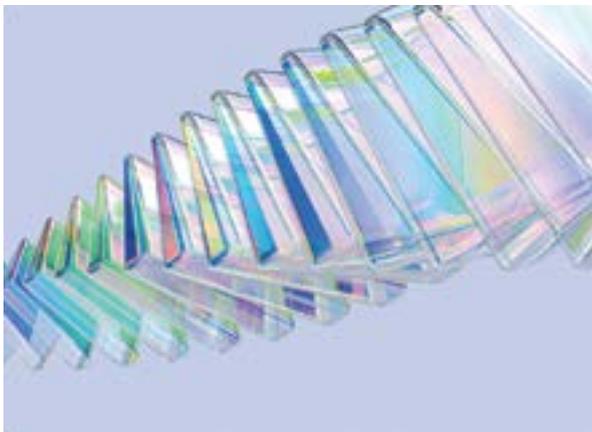
CEVINO GLASS POURSUIT SES EMPLETTES ET VEUT RENFORCER SON DIGITAL

VILLENEUVE-D'ASCQ. Après quatre acquisitions opérées depuis 2023, le groupe de miroiterie s'adjuge un pure player du e-commerce et un transformateur, tous deux basés en Auvergne-Rhône-Alpes.

Dans un secteur du bâtiment plutôt en berne, Cevino Glass poursuit crânement sa trajectoire de croissance. Le groupe de miroiterie de Villeneuve-d'Ascq s'offre concomitamment deux nouvelles acquisitions qui totalisent plus de 4 M€ de ventes, pour porter son activité globale à 70 M€ *pro forma*, avec 450 salariés.

La première acquisition porte sur la société de vente en ligne Côté Verre. La structure est spécialisée dans la vente de vitrages de décoration sur mesure, et dispose d'un showroom à Lyon. Thierry Gautier, président de Cevino Glass, explique que cet acteur viendra enrichir sa propre activité d'e-commerce à travers la société Toutverre.com, mais surtout permettra de déployer une vraie logique omnicanale dans le groupe.

La seconde acquisition concerne Miroiterie Paulhac, à Saint-Génis-Laval, en périphérie de Lyon. Cevi-



no Glass compte déjà dans la zone deux filiales, Lukora et BMV Glass, mais aucune ne disposait d'activité d'installation, une des motivations de cette croissance externe.

Ces deux opérations portent à six le nombre de rachats depuis 2023, date d'entrée au capital de Siparex Midcaps,

Bpifrance et Rive Croissance. Soit un total de près de 20 M€ de chiffre d'affaires. Thierry Gautier récusé toute « boulimie » et évoque « une croissance maîtrisée ». D'autres opérations sont-elles envisageables ? « On ne s'interdit rien si ça a du sens. La croissance externe fait partie de notre ADN depuis la création du groupe. » L'une des orientations que pourrait suivre Cevino Glass est le développement d'activités hors des frontières. Celles-ci ne pèsent encore que 5 à 7% du chiffre d'affaires global et pourraient donc constituer un bon levier de croissance. « Mais il y a encore de la place pour de la croissance organique et on peut accroître la performance opérationnelle », estime le dirigeant.

L'ETI nordiste s'est désormais installée dans le top 5 français des acteurs qui n'appartiennent pas à un groupe international ■ **O.D.**

PLUS DE 10 MDS€ DANS LES FILETS DE CHOOSE... HAUTS-DE-FRANCE

RÉGION. L'édition 2025 de Choose France est marquée par de très beaux investissements étrangers en région, mais aussi certains chiffrages douteux.

La 8e édition de la grand-messe de l'investissement étranger organisée par Emmanuel Macron au château de Versailles s'est soldée cette année par une belle récolte nationale de plus de 40 milliards d'euros. Mais le chiffrage un rien fantaisiste en investissement comme en emplois vient quelque peu ternir la perception du succès éclatant. Exemple : l'implantation confirmée du canadien Brookfield en région est annoncée avec un investissement de 10 milliards d'euros, soit le quart du bilan annuel français, à lui seul. Or nous avons rencontré les acteurs du projet de ce data center dédié à l'IA à Amiens il y a quelques semaines, qui évoquaient une enveloppe déjà colossale de 3 à 5 milliards d'euros. Le projet devait générer 250 emplois directs et trois fois autant d'emplois induits. Le chiffrage de Choose France évoque lui, sans ciller, un volume de 4 000 emplois...

Même gêne avec un autre dossier très séduisant, l'implantation de la

start up chinoise Windrose Technology, qui va se doter d'une usine de 9 ha bâties à Onnaing pour y assembler des camions électriques ultra-performants de toute dernière génération (photo). Le projet, qui s'accompagne de 175 M€ d'investissement, va créer 300 emplois directs et sans doute beaucoup d'emplois indirects. Mais l'Etat annonce très généreusement une perspective de ... 1 000 emplois. « Cette annonce met l'entreprise mal à l'aise », confirme un très bon connaisseur du dossier. Les autres projets sont pour beaucoup des développements de sites. L'irlandais Ecochem investira 170 M€ dans 4 nouvelles lignes de production de son ACT (un liant cimentier décarboné) sur les sites de Dunkerque et Fos. Avec 60 emplois à la clé. L'irlandais Kingspan va mobiliser 30 M€ pour son usine Isocab à Grande Synthe (panneaux sandwichs isolants) et 14 M€ sur un site à Rang-du-Fliers, avec une trentaine de nouveaux emplois. Autre exten-



sion, celle de GSK à Saint-Amand-les-Eaux, mais aussi Evreux et Mayenne, avec l'intégration d'une technologie vaccinale dite MAPS.

Aux 400 M€ déjà annoncés s'ajoutent donc 160 M€. L'espagnol SAICA, fabricant de papier et d'emballages, mobilisera quant à lui 40 M€ dès cette année dans ses 4 sites français dont celui de Doullens ■ **O.D.**

CORRI-SERVAIS DÉMÉNAGE POUR RÉDUIRE LA PRESSION DE LA CROISSANCE

TOURCOING. L'industriel de la robinetterie haute pression, en pleine expansion, s'offre une usine flambant neuve sur le site de la Lainière à Wattlelos.

Après une centaine de présence au cœur de Tourcoing dont 40 sous son nom de Corri-Servais, la pmi de robinetterie haut de gamme s'apprête à déménager d'un peu plus de 3 kilomètres pour la zone de la Lainière à Wattlelos. Un saut de puce dans la métropole mais une étape stratégique pour cette entreprise rachetée en 2021 par Cédric Hamel (Eco121 n°110), associé à Finorpa et Bpifrance. La société, membre de la French Fab, investit pas moins de 8 M€ dans cette opération et l'équipement industriel, sur 4 400 m² de plancher. Corri-Servais, qui devient propriétaire à l'occasion, va doubler sa surface de production et ses bureaux, et potentiellement sa capacité de production. Le déménagement va s'étager durant l'été pour être pleinement opérationnelle à la rentrée. Cédric Hamel estime que le chiffre d'affaires, monté de 5,5 M€ lors de la reprise à 8 M€ en 2023, pourrait atteindre les 13 à 14 M€



dans les trois à quatre ans. La société, qui emploie aujourd'hui 35 salariés, compte créer une vingtaine de postes supplémentaires.

Comment ? Sur son métier historique, l'entreprise avait atteint les limites de son site actuel, devant même refuser lors de certains épisodes jusqu'à 15 à 20% de commandes tandis que les délais s'allongeaient. Corri-Servais retrouve du coup toutes ses marges

de progression. Cédric Hamel entend aussi poursuivre la diversification de l'activité, aujourd'hui très tournée vers la pétrochimie et l'énergie, pour aller à l'offensive dans le secteur nucléaire où il se positionne déjà. Certaines pièces de l'atelier, encore tourquennois pour quelques jours, sont destinées à la centrale nucléaire d'Hinkley Point (photo). Les process de fabrication seront nettement améliorés avec des flux entièrement repensés, un outil modernisé, avec par exemple un centre d'usinage numérique, ou encore un ERP complet. L'activité de réparation, réduite aujourd'hui à une poignée de clients, pourra aussi être dopée dans le nouveau site. Enfin, une autre voie de développement pourrait même être la croissance externe, indique le dirigeant, y compris à échéance rapprochée si une opportunité se présentait. L'occasion par exemple de se conforter en bureau d'étude ou dans le champ du nucléaire ■ **O.D.**

LES GRANDS CHANTIERS RÉGIONAUX EN MANQUE DE MAIN D'ŒUVRE LOCALE

L'association d'employeurs des travaux publics GEIQ Pro TP craint un manque de travailleurs de la région sur les chantiers du canal Seine-Nord et de l'EPR de Gravelines.

Le GEIQ Pro TP vient de signer son 5 000^e contrat depuis sa création il y a trente ans. L'organisme reconnu par la Fédération Régionale des Travaux Publics des Hauts-de-France s'est donné pour mission de préparer les publics les plus éloignés à intégrer durablement le secteur des travaux publics : jeunes sans qualification, personnes en reconversion, salariés issus de l'immigration. Tous bénéficient d'un accompagnement de proximité, depuis la mise en relation jusqu'à un emploi stable.

« Ce 5 000^e contrat représente bien plus qu'un chiffre : c'est une nouvelle preuve que notre modèle fonctionne, qu'il est humain, efficace et profondément ancré dans la réalité du secteur », assure Philippe Fou-

caut, le président de GEIQ Pro TP. La structure regroupe une quarantaine d'entreprises adhérentes spécialisées dans le BTP et le génie civil, et signe 80 contrats par an.

Pour les entreprises de travaux publics, les perspectives régionales s'avèrent prometteuses, avec les chantiers du canal Seine-Nord Europe et de l'EPR de Gravelines qui vont générer des besoins considérables de main d'œuvre qualifiée. Le canal va nécessiter à lui seul le recrutement

de près de 3 000 personnes dans les cinq prochaines années. Le GEIQ Pro TP travaille main dans la main avec les fédérations, les collectivités et les organismes de formation pour employer le maximum de personnes du territoire, mais le compte n'y sera pas là, loin de là. « La ressource n'est pas là, admet Philippe Foucaut. On n'a pas grand monde à proposer, mais on va essayer. Les travailleurs potentiels sont disséminés sur tout le territoire, ce qui entraîne des problèmes de transport. »

Pour faciliter les déplacements, le GEIQ Pro TP met en place des solutions de mobilité pour les ouvriers dans le Pas-de-Calais. Le président du GEIQ Pro TP ne se fixe pas d'objectifs de recrutement pour le chantier du canal, mais il concède que, s'il parvenait à doubler le nombre de contrats annuels, « ce serait magique ». Ce qui reste très largement en-dessous des besoins et lui fait craindre l'arrivée de travailleurs détachés ■ **Y.S.**



La Caisse d'Épargne Hauts de France a lancé sa banque d'affaires, Van Lys Bank, afin d'adresser les besoins des dirigeants, entrepreneurs et investisseurs de manière très transversale et pluridisciplinaire. Rencontre avec sa directrice **Stéphanie Olié**.

“Nous déployons l'ensemble des expertises dont un dirigeant peut avoir besoin”

En quoi consiste Van Lys Bank ?

L'ADN de Van Lys Bank est d'accompagner les chefs d'entreprise dans leurs réflexions et leurs projets stratégiques, avec une approche globale alliant stratégie professionnelle et privée. Elle regroupe toutes les expertises de haut niveau dont un dirigeant peut avoir besoin : Van Lys Bank réunit 50 experts et permet d'accompagner les dirigeants sur des sujets de financement structuré, développement à l'international, capital-investissement, fusion/acquisition, cession/transmission et gestion patrimoniale. Et avec une activité dédiée aux sociétés de gestion et fonds d'investissement. Van Lys Bank s'appuie bien évidemment sur les autres expertises de la Caisse d'Épargne Hauts de France que sont nos centres d'affaires Entreprises, notre Foncière Etoile du Nord ou encore nos agences spécialisées sur les domaines de la Santé et de l'Agriculture et enfin notre réseau de 300 agences. Ensemble nous construisons pour nos clients des services et des offres sur mesure.

Y compris la nouvelle banque privée belge que vous venez de racheter ?

Avec sa filiale Nagelmackers, institution belge du marché du Personal et



©Franck Barjes

Private banking depuis 1747, et ses succursales Caisse d'Épargne Belgium (Real Estate et Grand Corporate) et Caisse d'Épargne Nederland, Caisse d'Épargne Hauts de France se positionne en acteur bancaire international de référence, en Belgique et aux Pays-Bas.

Van Lys Bank pourra accompagner les projets stratégiques de nos clients belges mais également ceux de notre succursale Caisse d'Épargne Nederland installée depuis 2024 à Amsterdam.

La Caisse d'Épargne offrait déjà toutes ces expertises de haut niveau. Pourquoi avoir lancé cette banque d'affaires et la marque Van Lys Bank maintenant ?

Les entreprises et leurs dirigeants évoluent dans un environnement extrêmement mouvant et de concentration qui nécessite de pouvoir s'adapter en permanence et d'aller chercher rapidement des leviers de création de valeur. En regroupant ces expertises et en les enrichissant d'une compétence

M&A nous pouvons les accompagner plus efficacement encore. Notamment en intégrant la stratégie privée du dirigeant pour sécuriser l'ensemble et bien préparer les étapes suivantes.

Ce positionnement fort peut en étonner certains, qui gardent encore une image traditionnelle de la Caisse d'Épargne avec le Livret A...

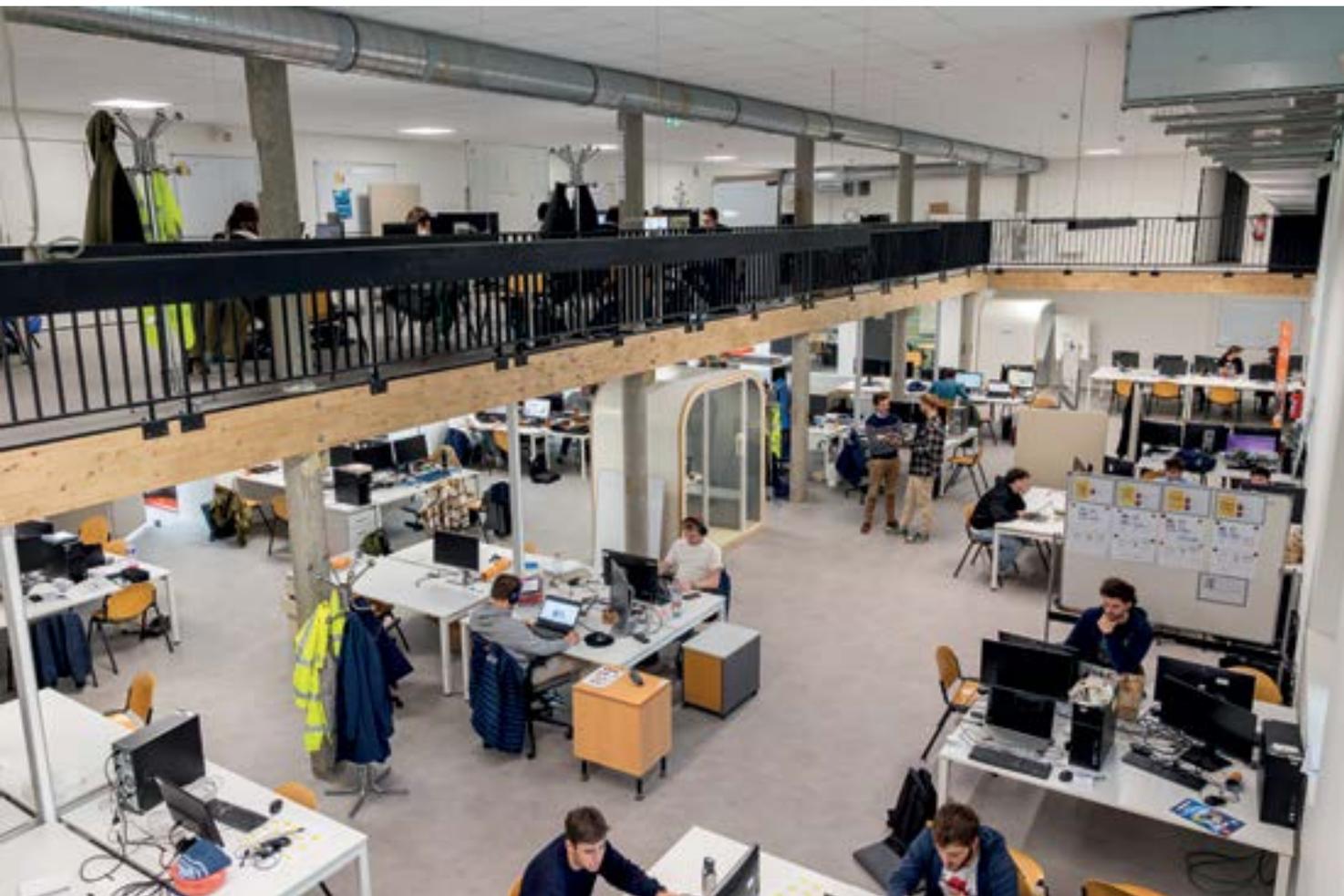
Nos clients sont nos meilleurs ambassadeurs pour témoigner que nous sommes un des acteurs les plus structurés pour les accompagner sur l'ensemble de leurs besoins. Une entreprise du territoire sur cinq est cliente, et une ETI sur trois. Van Lys Bank permet d'aller beaucoup plus loin dans l'accompagnement à 360° de nos clients et dans la conquête de nouveaux dirigeants. D'autant que notre ancrage territorial nous apporte une parfaite connaissance des territoires et des projets et une capacité de décision extrêmement rapide. Nos clients nous le disent : c'est un avantage concurrentiel majeur.

A 127 ANS, L'ICAM LILLE S'OFFRE UNE SECONDE JEUNESSE



Pendant plus de deux ans, le campus lillois de l'Icam, l'historique, a subi une rénovation profonde. La première depuis la création de l'école d'ingénieurs en 1898. Les travaux, entièrement réalisés en site occupé, ont permis d'optimiser d'un tiers les surfaces pour les ramener à 15 300 m². Cette réduction s'est accompagnée d'une réorganisation des espaces de travail et des communs pour favoriser à la fois la collaboration, l'expérimentation et les projets pluridisciplinaires, détaille la direction. Le volet des constructions neuves porte sur 2 600 m². Les nouveaux bâtiments abritent les différents ateliers de conception et de production de l'établissement, ses laboratoires, deux amphithéâtres de 150 places chacun ainsi qu'un fablab de 400 m².

L'école d'ingénieurs, membre de la Catho, vient d'achever le vaste chantier de son campus. Des travaux qui permettent à l'Icam de se doter d'un site plus moderne, plus fonctionnel et écoresponsable. Un projet à 35 M€. Visite.



Mais aussi un espace multifonctionnel de 800 m² dédié en premier lieu aux activités sportives et à la vie associative. Outre la volonté d'offrir un nouvel environnement à ses étudiants, l'Icam s'est également engagé dans une démarche d'éco-rénovation. Durant le chantier, l'école a bénéficié d'une nouvelle isolation thermique, d'un raccordement au réseau de chaleur métropolitain qui lui permet désormais de couvrir l'entièreté de ses besoins de chauffage, contre seulement 20% avant les travaux de rénovation. Par ailleurs, le site a été équipé d'une gestion technique centralisée, d'éclairage LED et de 414 panneaux photovoltaïques installés sur 600 m². Enfin, une passerelle vitrée, équipée d'un puits canadien, a été construite pour assurer le rafraîchissement des

espaces sans climatisation. Au premier trimestre de l'année, l'Icam a pu réduire sa consommation énergétique de près de 28%, par rapport à la même période en 2022 et 2023. « Ce confort énergétique a permis aux bâtiments de passer de la classe G à la classe B », précise Jean-Yves Le Cuziat, président de la Fondation Feron-Vrau.

25 000 PERSONNES

Cette dernière, créée par l'Icam en 1981, a porté ce projet d'envergure. La Fondation, baptisée au nom des industriels nordistes Camille Feron-Vrau et Philibert Vrau, les fondateurs de l'école, a investi 35 M€. Dont 5 M€ de fonds propres, complétés par la cession d'un terrain de 22 000 m², accolé à l'Icam, au pou-

voir Nacarat via un bail à construction sur 70 ans pour un total de 11 M€. Enfin, la Banque du Développement du Conseil de l'Europe accorde à l'établissement un prêt long terme de 20 M€ à taux d'intérêts variables, avec la caution de la MEL et de la Région Hauts-de-France.

L'Icam dispose d'un maillage de 13 campus (dont 7 en France) répartis dans 8 pays, sur quatre continents, pour une communauté mondiale de 25 000 personnes. L'école, qui fait partie de l'Université catholique de Lille, regroupe 1 500 apprenants à Lille dont 1 300 étudiants ingénieurs, 120 salariés et une centaine d'intervenants. L'Icam dispose d'un budget de fonctionnement de 14 M€ dont 1 M€ tirés de son pôle Services aux entreprises ■ J.K.

L'UTC PROPULSE LES DRONES DANS UNE NOUVELLE ÈRE



©Eric Nocher

Voilà plus de 20 ans que l'Université de technologie de Compiègne (UTC) s'intéresse de près au sujet des drones aériens. Elle a nommé il y a cinq ans Pedro Castillo Garcia (photo), chercheur CNRS, à la tête de son département SyRI — pour Systèmes Robotiques en Interaction — au sein de son laboratoire Heudiasyc. Sa mission : permettre à l'université d'être toujours à la pointe en matière de véhicules aériens. Avec son équipe de quatre chercheurs, Pedro Castillo Garcia conçoit des systèmes embarqués, à partir de formules mathématiques, pour optimiser les capacités des drones. Concrètement, « on crée des algorithmes plus performants et plus robustes face aux événements environnementaux comme le vent, les obstacles ou même les menaces », détaille le directeur de recherche. Notre objectif est de permettre un contrôle précis de l'orientation ou de la vitesse des drones ». Un travail de longue haleine, surtout dans un domaine, en perpétuelle évolution. « C'est de plus en plus compliqué », admet Pedro Castillo Garcia. Pour chaque nouveau drone commercialisé, « on se demande comment on peut l'améliorer avec de nouvelles fonctionnalités ».

L'université développe des algorithmes pour optimiser les performances de drones civils. Rencontre avec une équipe de pointe mondiale, dont les solutions pourraient grandement faciliter le quotidien des pompiers, policiers et militaires.

COLLABORATIONS MONDIALES

Parmi ses projets en cours, l'équipe SyRI modélise un algorithme offrant la possibilité à un drone de continuer à voler en cas de défaillance de moteurs. Elle conçoit également une solution technique permettant à un drone d'éviter une collision lors d'un face à face avec un obstacle grâce à une fonctionnalité dite prédictive. Les chercheurs travaillent par ailleurs sur un drone capable de se stabiliser et de voler de manière autonome après avoir été lancé comme un boomerang, moteurs éteints.

Outre ses publications dans diverses revues, le laboratoire Heu-

diasyc de l'UTC met au point des solutions spécifiques pour des entreprises industrielles, des fabricants de drones ou bien des ministères, en France comme à l'international. Les chercheurs compiégnais collaborent aussi avec d'autres laboratoires et équipes universitaires basées au Mexique, aux Etats-Unis, en Pologne ou au Brésil. Pour partager les connaissances et améliorer les solutions techniques développées des uns et des autres.

Avec son catalogue d'algorithmes, l'UTC vise toute une multitude d'applications, essentiellement sur le marché des drones civils. Ses solutions pourraient être très utiles aux pompiers, aux policiers voire aux militaires lors de missions d'urgence par exemple, suppose Pedro Castillo Garcia. Comme ce drone acoustique que l'équipe SyRI conçoit actuellement avec celle du laboratoire Roberval, appartenant aussi à l'UTC, à la demande du Centre technique des industries mécaniques (Cetim). Muni d'antennes acoustiques, le drone peut détecter un son particulier et adapter sa trajectoire. Lors d'une catastrophe naturelle, il pourrait ainsi détecter les cris de victimes et aider à les localiser, imagine Pedro Castillo Garcia ■ J.K.



©POPSY

LE SALON PROFESSIONNEL DES SOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES & ÉNERGÉTIQUES

enviro  pro

Nord

18 & 19 Juin 2025

DOUAI *Gayant expo*



ÉCOCONSTRUCTION
RISQUES NATURELS

ÉNERGIE
DÉCHETS

EAU
AIR

SOLS

BIODIVERSITÉ

MOBILITÉ

LOGISTIQUE

RSE

AMÉNAGEMENT

...

Toutes les infos sur www.enviropro-salon.com



DES CULTIVE SA NICHE INDUSTRIELLE APRÈS SON CHANGEMENT DE MAINS

PIERRE MULLIEZ a repris le distributeur spécialiste du matériel électro-technique, avec l'ambition de capitaliser sur le marché de l'industrie.

C'est en côtoyant des dirigeants soucieux de vendre ou d'acheter leur entreprise que Pierre Mulliez, 28 ans, a le déclic. Il travaille alors au service transactions de KPMG à Marquén-Barœul, après des études à Skema et un mastère en finance à Grenoble. Après trois ans passés au plus près d'entrepreneurs, une question s'impose : « Pourquoi pas moi ? » En septembre 2023, il quitte le groupe de consulting pour se lancer dans un projet entrepreneurial.

Il explore d'abord la franchise, mais son intérêt achoppe toujours sur un détail : la zone géographique, la politique du franchiseur, etc. Il décide alors de reprendre une Pme. Il reçoit quelques dossiers, dont celui de DES, grossiste en matériel électro-technique, 4M€ de chiffre d'affaires, 10 salariés. Une taille qui lui paraît trop grosse : il transmet le projet à l'Association Familiale Mulliez. Les membres de sa famille lui retournent et l'encouragent à se lancer. Au printemps 2024, il entame des négociations avec Jacques Beyaert, le fondateur de l'entreprise 20 ans plus tôt. La transaction

est signée le 31 janvier 2025. Pierre Mulliez reprend 65 % du capital, aux côtés de Jacques Beyaert (10 %), de l'AFM, via son véhicule financier Le club des entrepreneurs (10 %) et de Finorpa (15 %). Le cédant reste pendant un an pour faciliter la transition. Installée à Brillon (près de Saint-Amand), DES propose des produits mécaniques destinés au secteur de l'industrie, dans lesquels seront ensuite insérées des installations électriques : des câbles, des armoires, des rails. « C'est de la ferraille, résume le petit-fils des fondateurs de l'AFM. On fait ce que les autres ne veulent pas faire. » Car les produits sont encombrants, difficiles à stocker et à transporter. Une armoire peut mesurer 2,30 m de haut et 4 m de long.

Le repreneur concède être encore en phase de découverte, mais il envisage d'élargir l'offre et de conquérir de nouveaux clients. En se cantonnant au secteur industriel, moins bataillé que le tertiaire. Dans l'industrie, la clientèle attend avant tout du service et de la qualité, et est moins rivée sur les prix. Pour se démarquer,

« LE PLUS IMPORTANT, C'EST D'AVOIR UN SERVICE QUALITATIF ET D'ÊTRE VRAIMENT BON AVEC NOS CLIENTS. »
PIERRE MULLIEZ

DES a noué des liens privilégiés avec certains fournisseurs, qu'elle distribue en exclusivité dans sa zone de chalandise.

Aujourd'hui, 70 % du chiffre d'affaires se concentrent dans le Nord Pas-de-Calais. Pierre Mulliez vise les départements limitrophes, mais aussi la Belgique et ses industries. Il s'est fixé pour objectif de faire grimper de 500 K€ de chiffre d'affaires d'ici à trois ans et vise les 5 M€ à horizon cinq ans. Il reconnaît la modestie de l'ambition, mais le justifie : « le plus important, c'est d'avoir un service qualitatif et d'être vraiment bon avec nos clients. »

Pour se différencier, il mise notamment sur l'atelier. Là où les concurrents livrent des armoires brutes, DES les assemble et les personnalise, avec des découpes, l'ajout de ventilateurs ou encore d'écrans de contrôles. « Ce que fait l'installateur sur le chantier, nous le proposons en amont. Cela permet de gagner beaucoup de temps sur un chantier. C'est aussi un très bel axe de différenciation. » ■ Yann Suty

Les Trophées de l'eco121

PARTICIPEZ AUX TROPHÉES DE L'ECO 2025 !

A l'occasion de ses 15 ans, Eco121 organise les Trophées de l'Eco.

Il s'agit pour notre magazine de mettre en lumière des trajectoires d'excellence d'entreprises régionales, et ce dans cinq catégories.

Le Trophée du **REBOND** mettra en avant une entreprise qui a su traverser de lourdes difficultés avant de retrouver la voie d'un succès remarquable.

Le Trophée de **ASCENSION ÉCONOMIQUE** mettra en lumière une trajectoire de croissance rapide - mais maîtrisée - permettant à une entreprise de changer de statut (TPE vers PME, PME vers ETI, ETI vers grande entreprise) et toujours en dynamique forte.

Le Trophée **PÉPITE DES TERRITOIRES** a vocation à mettre en avant une entreprise ayant montré sa capacité à se développer dans un écosystème à dimension plutôt rurale.

Le Trophée de **L'INNOVATION DISRUPTIVE** vise à valoriser une avancée technologique majeure capable d'apporter des changements radicaux.

Le Trophée de **LA DÉCARBONATION 360°** s'attachera à distinguer une initiative puissante et intégrée en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

*Les lauréats seront désignés à l'occasion d'une soirée spéciale,
sous la présidence d'Edouard Roquette,
le 10 juillet à Entreprises et Cités.
Sur invitation*

CANAL SEINE-NORD : L'HEURE DES ENTREPRISES EST-ELLE VENUE ?

Eco121 a poursuivi son cycle de tables-rondes thématiques le 29 avril dernier à l'occasion d'un Club Eco121 consacré au canal Seine-Nord Europe et les projets économiques qu'il entraîne dans son sillage. Un événement tenu au siège de Région, en présence de Xavier Bertrand, Jérôme Dezorby, le président du directoire de la société du Canal Seine-Nord Europe, Olivier Athimon, le directeur général du groupe Advitam-Unéal et Ferenc Szilágyi, le directeur général de Ports de Lille.

« **A**ujourd'hui, le Canal Seine-Nord est lancé. C'est une réalité ». L'affirmation est de Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France, pour introduire la table-ronde du Club Eco 121 consacrée au canal Seine-Nord sur le thème « L'heure des entreprises est-elle venue ? ». Cette future autoroute fluviale s'insère dans un réseau européen. Si le canal s'étend entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac, il sera également relié à d'autres voies navigables pour se connecter aux ports du Havre et de Dunkerque, ainsi qu'à la Belgique et aux Pays-Bas. Le chantier, long de 107 km, a débuté, pour une mise en service prévue en 2030. Certains travaux ont déjà été effectués : plantations d'arbres, constructions de quais et de giratoires, ou encore déploiements de réseaux. « On a le terrain, les autorisations, les permis de construire et les

architectes, énonce Jérôme Dezorby, le président du directoire de la société du Canal Seine-Nord Europe. *Désormais, on choisit les entreprises dans le cadre d'appels d'offre.* » Il présente d'ailleurs 2025 comme « la grande année des appels d'offre », avec déjà une dizaine d'annoncés, soit autant que durant toute l'année 2024, pour des projets allant « des écluses aux petits travaux », destinés aux grands groupes comme aux ETI.

OSER CANDIDATER

Pour épauler les entreprises, la société du Canal Seine-Nord Europe a développé avec la CCI Hauts-de-France une plateforme en ligne qui informe sur le chantier, facilite l'accès aux marchés et apporte outils et aides sur-mesure (hautsdefrance.ccibusiness.fr/canal-seine-nord-europe). Le site vient de franchir la barre des 1 000 personnes référencées. « Il faut que



“IL FAUT QUE LES ENTREPRISES OSENT CANDIDATER POUR DEVENIR SOUS-TRAITANT ET PRENDRE DES MARCHÉS.”
JÉRÔME DEZORBY





les entreprises osent candidater pour devenir sous-traitant et prendre des marchés », exhorte Jérôme Dezorby, citant l'exemple du roubaisien Corsosia qui vient de décrocher le marché des contrôles de soudure sur les ouvrages d'art. Actuellement, la moitié des entreprises travaillant sur le chantier sont originaires de la région, à l'instar de Ramery, co-contractant avec Bouygues région au titre d'une écluse.

DENSIFIER L'ACTIVITÉ

La société du Canal Seine-Nord Europe ne gère pas tous les projets. Quatre ports intérieurs seront développés par les collectivités, d'autres le seront par des acteurs privés. Le groupe coopératif Advitam-Unéal (6 000 adhérents) se revendique déjà comme le premier utilisateur fluvial de la région : 70% de ses céréales transitent par voie navigable. Avec le canal, cette part pourrait monter à 80%. « Il va nous permettre de densifier nos activités », explique le dirigeant du groupe, Olivier Athimon. C'est un vecteur de logistique, mais aussi de business. » Pour s'y préparer, Advitam compte investir 15 M€ dans les cinq ans pour compléter ses 12 installations de grand gabarit existantes. Le gain économique attendu est élevé : les péniches à grand gabarit, qui émettent cinq fois moins de CO2 que les camions, s'avèrent beaucoup moins chères. Un trajet Valenciennes-Dunkerque se facture 12 € la tonne pour un camion, alors qu'en péniche le même trajet coûte 6 € la tonne, décrypte Olivier Athimon, qui plaide pour qu'un calendrier très précis soit fixé... et respecté. « On investit chaque année 25 M€. Je ne peux pas me permettre certains décalages. Il y a un intérêt économique fort à ce qu'on tienne la date. »

LA FORMATION DES BATeliers

« Le sujet de la batellerie est central », assure Ferenc Szilágyi, le directeur

général de Ports de Lille. Aujourd'hui, les bateaux qui circulent en France sont de petit gabarit. Les plus grands pèsent 1 300 tonnes, alors que le Canal Seine-Nord pourra accueillir des modèles de 4 000 tonnes. Ce qui soulève de nombreuses questions. Comment les bateaux actuels pourront-ils monter de catégorie ? Comment trouver la surface financière pour investir dans de tels équipements ? Et quid de l'accompagnement des artisans et chefs d'entreprise pour investir ? Car si un bateau de 1 500 tonnes coûte 700 K€, un gros vaut dans les 5 à 6 M€, et nécessite deux à trois ans entre le moment de la commande et celui de la livraison. « Pour être rentable, il faut naviguer H24 », annonce Ferenc Szilágyi. Avec constamment à bord une équipe de cinq personnes à bord. Or, comme le souligne Olivier Athimon, la profession n'est pas encore assez structurée à ce jour. Le futur batelier du canal Seine-Nord sera voué à devenir un véritable chef d'entreprise, gérant du personnel. Dès lors se pose la question de la formation, d'autant plus que l'école des marinières se trouve... dans les Yvelines. « Il faut réfléchir à la formation de nos bateliers car la main d'œuvre nous échappe actuellement », prévient Ferenc Szilágyi. S'il n'est pas envisageable de construire des bateaux sur le canal alors qu'une trentaine d'entreprises spécialisées



“LE CANAL, C'EST UN PROJET OÙ IL Y A DES EMPLOIS SUR LES CHANTIERS, MAIS C'EST BEAUCOUP MOINS QUE CE QU'IL Y AURA APRÈS.”
XAVIER BERTRAND

“LE CANAL EST UN VECTEUR DE LOGISTIQUE, MAIS AUSSI DE BUSINESS.”
OLIVIER ATHIMON

se trouvent déjà à 200 km, Ferenc Szilágyi plaide en revanche pour un chantier naval sur le parcours, spécialisé dans certains types de réparation, comme les réparations électriques. « Ça va être compliqué de relocaliser la construction, reconnaît Xavier Bertrand, mais pour ce qui est de susciter des vocations, je n'ai pas d'inquiétude. » « Demain, le canal Seine-Nord permettra d'attirer cette profession », renchérit Olivier Athimon.

Le canal Seine-Nord sera aussi jugé sur sa fiabilité. L'hiver dernier, les inondations dans la région ont entraîné 45 jours d'arrêts fluviaux, ce qui a eu des « conséquences terribles », selon Olivier Athimon, aussi bien en termes d'argent que de marchés perdus. Alors que le canal est censé être ouvert en continu, il s'interroge sur la dépendance à la météo du futur équipement. Jérôme Dezorby se veut rassurant sur ce point : le canal a été pensé comme « une infrastructure du troisième millénaire, qui tient compte du réchauffement climatique. » Des travaux ont déjà été réalisés pour viabiliser les voies d'eau et d'autres pour assurer la plus forte étanchéité possible.

UN AVENIR TOURISTIQUE

L'avenir du canal ne sera pas seulement industriel et commercial, mais aussi touristique. Aujourd'hui, les croisières fluviales ne passent pas par la région car les flottes spécialisées sont trop grandes pour franchir les écluses. Demain, elles le pourront et permettront à des touristes de s'arrêter au Louvre-Lens ou de pousser jusqu'à Bruges. « Il y a un vrai potentiel touristique », assure Ferenc Szilágyi. « Des partenariats sont en train d'être noués pour mettre en tourisme l'ensemble des liaisons », abonde Jérôme Dezorby. « Le canal, c'est un projet où il y a des emplois sur les chantiers, mais c'est beaucoup moins que ce qu'il y aura après, poursuit Xavier Bertrand. Il y aura des emplois dans plusieurs villes, dans les ports intérieurs. C'est un canal qui lie la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, mais qui lie aussi la région. C'est aussi possible parce que la région est une grande région. On ne l'a pas creusé pour le poser là. On essaye d'avoir une vision à 360°. »

■ Yann Suty

“IL FAUT RÉFLÉCHIR À LA FORMATION DE NOS BATeliers CAR LA MAIN D'ŒUVRE NOUS ÉCHAPPE ACTUELLEMENT.”
FERENC SZILÁGYI

éco121

fête ses 15 ans

“IL Y A 15 ANS, NOTRE RÉGION N'AVAIT PAS LE MÊME VISAGE, MAIS ECO121 ÉTAIT DÉJÀ LÀ POUR LA RACONTER. 15 ANS APRÈS, ECO121 EST TOUJOURS LÀ POUR TÉMOIGNER AVEC PASSION DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DES HAUTS-DE-FRANCE. BON ANNIVERSAIRE !”

XAVIER BERTRAND, CONSEIL RÉGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE



“J’ai un attachement particulier à ce média ancré dans les réalités de terrain, à l’approche unique de l’actualité nordiste, qui donne la parole à celles et à ceux qui osent, qui construisent et aménagent notre département, le plus grand de France ! Vive le Nord, vive Eco121 !”

CHRISTIAN POIROT, CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD



©Julien Brèche

“POUR UN ENTREPRENEUR COMME MOI, C’EST À LA FOIS UNE SOURCE D’INSPIRATION, DE VEILLE ET UN VÉRITABLE RELAIS DE VISIBILITÉ.”

CYRIL PARENNA, HALL U NEED



“Pas de complaisance, pas de politique, rien que de l’info juste avec des journalistes très professionnels.”

GUILAUME DE LA DÉBUTRIE, ANAÏK



FAIRE DE LA MER ET DU FLEUVE LES MOTEURS DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

FREDERIC HAUWEN

DIRECTEUR CREDIT MARITIME SEINE NORD.

Un maillage stratégique au cœur des Hauts-de-France

Les Hauts-de-France bénéficient d'une situation géographique exceptionnelle, au croisement des grands corridors européens. Avec près de 1 000 km de voies navigables et des infrastructures portuaires majeures comme le port de Dunkerque - troisième port de commerce français - la région est au cœur d'un réseau logistique majeur. A l'horizon 2030, l'ouverture du Canal Seine-Nord Europe viendra amplifier cette dynamique, en connectant les grands ports maritimes du nord de l'Europe au bassin parisien et au-delà. A condition toutefois de réussir l'intégration des chaînes logistiques fluviales et maritimes, encore trop cloisonnées.

Car si le port est naturellement tourné vers le large, son articulation avec son arrière-pays n'en est pas moins déterminante.

Le transport fluvial permet d'acheminer des volumes massifs sur de longues distances, avec un impact environnemental réduit. Un bateau fluvial de

2 000 tonnes transporte en moyenne l'équivalent de 100 camions, tout en divisant par cinq les émissions de CO₂. A l'heure où les entreprises cherchent des solutions décarbonées, cette voie d'eau devient un atout incontournable.

Un levier encore sous exploité

Malgré ces avantages, le transport fluvial reste sous-utilisé en France puisqu'il représente aujourd'hui moins de 3% du fret contre plus de 20% aux Pays-Bas. Pourtant, son potentiel est immense dans une région industrielle, agricole et logistique comme la nôtre. Il permet de réduire les coûts, d'améliorer la régularité des livraisons et d'accéder directement aux installations portuaires, en limitant la congestion routière.

Certaines filières s'engagent déjà, qu'il s'agisse de la construction, de l'agroalimentaire ou de l'énergie. Forts



"LE POTENTIEL DU TRANSPORT FLUVIAL EST IMMENSE DANS UNE RÉGION INDUSTRIELLE, AGRICOLE ET LOGISTIQUE COMME LA NÔTRE"

de notre ancrage local et de notre proximité avec les acteurs de la filière, nous observons au Crédit Maritime Seine Nord l'émergence d'initiatives ambitieuses, portées par des chargeurs, logisticiens et collectivités engagés dans la transition logistique.

La flotte de bateliers, elle aussi, doit évoluer. Il faut investir dans des bateaux plus modernes, plus grands, plus sobres. Intégrer les innovations technologiques, adapter les infrastructures, former une nouvelle génération de bateliers : autant de défis à relever pour renforcer l'attractivité du fluvial.

Construire l'avenir sur l'eau

La reconquête fluviale est donc en marche. En connectant l'intérieur des terres aux grands ports maritimes, les Hauts-de-France capitalisent sur un levier de croissance durable et structurant. C'est tout l'enjeu d'une vision intégrée du transport, où mer et fleuve ne s'opposent pas, mais se complètent.

Parce que l'économie bleue commence aussi dans nos fleuves.

ANTOINE BENOIT

AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

L'ACCORD DE PERFORMANCE COLLECTIVE EST UN OUTIL TRÈS PERFORMANT

Il est fréquent d'entendre que le code du travail n'est pas adapté aux entreprises de petite taille ou de taille moyenne et que sa rigidité et sa complexité sont plus sources de pénalisation que de protection de l'emploi. C'est un fait que ne peut nier le praticien du droit du travail.

Il existe cependant des solutions relativement méconnues qui méritent d'être rappelées.

Un récent arrêt du Conseil d'Etat (CE 4 avril 2025 n°471490) rappelle l'efficacité de l'accord de performance collective (APC) qui s'impose à tous les salariés, y compris les salariés protégés. Dans cette affaire, le Conseil d'Etat valide la décision de l'inspection du travail qui a autorisé le licenciement d'un salarié protégé ayant refusé l'application de l'accord de performance collective, alors même que le salarié protégé estimait que son état de santé était incompatible avec les nouvelles modalités de travail issues de l'accord. Intégré dans le droit par les ordonnances de 2017, l'accord de performance collective permet de négocier des mesures qui s'imposent aux sala-

riés, même si leur contrat de travail contient des dispositions contraires. Les sujets qui peuvent être couverts sont l'aménagement de la durée du travail, l'aménagement de la rémunération (y compris à la baisse) et la détermination des conditions de mobilité professionnelle ou géographique des salariés.

L'objectif est d'offrir une réponse aux nécessités liées au fonctionnement de l'entreprise ou de préserver ou développer l'emploi, sans qu'il soit besoin de justifier de difficultés économiques. L'efficacité de cet outil réside dans le fait que le contenu de l'accord s'impose au salarié.

Ce dernier reste libre de refuser l'application de l'accord de performance



"LE SALARIÉ RESTE LIBRE DE REFUSER L'APPLICATION DE L'ACCORD DE PERFORMANCE COLLECTIVE, MAIS CE REFUS CONSTITUE UNE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE DE LICENCIEMENT"

collective, mais ce refus constitue une cause réelle et sérieuse de licenciement, même si l'accord modifie un élément essentiel du contrat de travail tel que le temps de travail, la rémunération ou même le lieu de travail.

De plus cet accord peut être négocié avec les organisations syndicales de l'entreprise si elles existent ou, à défaut, avec les membres titulaires du comité social et économique ou même un salarié mandaté.

Dans les petites entreprises de moins de 20 salariés l'accord de performance collective peut même être conclu au moyen d'une consultation des salariés à l'issue d'un processus simple de consultation.

Cette solution est donc intéressante pour les entreprises qui souhaitent faire évoluer leurs modalités de travail ou les conditions de rémunération des salariés. Nous sommes là pour vous aider à l'utiliser ■

BRUNO PLATEL

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

LETTRE DE LICENCIEMENT ; LA DATATION DES FAITS N'EST PAS NÉCESSAIRE

Le licenciement du salarié emporte l'obligation pour l'employeur de rédiger une lettre de licenciement. L'article L.1232-6 du Code du Travail mentionne que la lettre comporte l'énoncé du ou des motifs invoqués par l'employeur.

La jurisprudence rendue avant l'entrée en vigueur de l'Ordonnance du 20 décembre 2017 estimait que le défaut de motif mentionné dans la lettre de licenciement privait le licenciement de cause réelle et sérieuse, sanction élargie à l'hypothèse d'une énonciation imprécise du ou des motifs du licenciement.

On recense d'innombrables contentieux fondés sur la mise en cause par le salarié de l'insuffisance de précision du motif du licenciement, notamment en l'absence d'indication dans la lettre de licenciement de la date des faits reprochés.

Par plusieurs décisions, la Cour de cassation avait déjà eu l'occasion d'énoncer que la datation des faits invoqués dans la lettre de licenciement n'était pas impérative.

L'entrée en vigueur du décret n° 2017-1820 du 29 décembre 2017 compor-

tant en annexe des modèles types de lettres de notification de licenciement pouvait conduire à poser de nouveau la question de la nécessaire datation des faits dans la lettre de licenciement, le modèle proposé au chef d'entreprise invitant à mentionner la date des faits.

Par un arrêt du 06 mai 2025, la Cour de cassation a confirmé sa position déjà bien ancrée énonçant que : « La lettre de licenciement doit énoncer des motifs précis et matériellement vérifiables, la datation des faits invoqués n'est pas nécessaire et l'employeur est en droit, en cas de contestation, d'invoquer toutes les circonstances de fait qui permettent de justifier ces motifs ». Ainsi, la lettre de licenciement satisfait à l'exigence de motivation posée par la loi dès lors qu'elle comporte



"LE SALARIÉ PEUT DEMANDER À L'EMPLOYEUR DES PRÉCISIONS SUR LES MOTIFS DE SON LICENCIEMENT DANS UN DÉLAI DE 15 JOURS APRES AVOIR REÇU SA LETTRE DE LICENCIEMENT."

l'énoncé de motifs matériellement vérifiables et suffisamment précis pour être discutés devant les juges du fond ; il appartient à l'employeur, en cas de contentieux, de prouver par tout moyen la date des faits litigieux. Afin de limiter la portée de l'exigence de motivation de la lettre de licenciement, le Code du travail prévoit aujourd'hui que le salarié peut demander à l'em-

ployeur des précisions sur les motifs de son licenciement dans un délai de 15 jours, délai pendant lequel l'employeur peut également prendre l'initiative de préciser le ou les motifs du licenciement.

A défaut pour le salarié de formuler une telle demande, l'irrégularité que constitue une insuffisance de motivation de la lettre de licenciement ne prive pas, à elle seule, le licenciement de cause réelle et sérieuse et ouvre droit à une indemnité qui ne peut excéder un mois de salaire ■

GÉDRIC POZNIAK

CONSULTANT ASSOCIÉ QUINTESENS ET COACH PROFESSIONNEL

DÉSObÉIR POUR MIEUX DIRIGER : ET SI C'ÉTAIT LE SECRET DES LEADERS DE DEMAIN ?

Le mot désobéir vient du latin *disobedire*, composé de *dis-* (la négation) et *obedire* (écouter attentivement). Ainsi, obéir signifiait à l'origine « tendre l'oreille vers » ou « écouter avec attention », ce qui impliquait une soumission à l'autorité. Désobéir, c'est donc littéralement « refuser d'être soumis ». Un sens qui résonne avec l'idée de prendre du recul sur les règles établies.

Obéir est rassurant. Suivre les règles, appliquer les directives, respecter la hiérarchie... autant de piliers qui structurent l'entreprise depuis toujours. Mais dans un monde en perpétuel mouvement, où l'incertitude est la norme, une qualité émerge chez les leaders inspirants : la capacité à désobéir intelligemment.

Désobéir, ce n'est pas rejeter l'autorité ni sombrer dans l'anarchie. C'est savoir dire non quand il le faut, remettre en question des règles obsolètes et oser explorer des voies inattendues. Les grands innovateurs n'ont-ils pas tous, à un moment donné, refusé de suivre les chemins tout tracés ? Leur succès repose sur

une audace réfléchie.

Pourquoi les dirigeants doivent-ils apprendre à dire non ?

Dans un environnement où les process s'accumulent, où les organisations se rigidifient, un excès de conformisme devient un frein. Refuser un reporting inutile, contourner une procédure archaïque, défier une décision déconnectée du terrain... Ces actes de désobéissance ne sont pas des caprices, mais des leviers d'efficacité et de performance.

Un manager qui ose questionner les habitudes, c'est un leader qui ouvre la voie à l'innovation. En libérant la parole, en encourageant l'esprit critique, il stimule l'agilité et favorise une culture de responsabilisation. Mais comment pratiquer une désobéissance constructive ?

Tout réside dans l'intention et la posture. Désobéir pour désobéir n'a aucun sens. Il s'agit d'adopter une posture de leader visionnaire :

- Questionner l'utilité et l'impact réel des consignes.
- Prendre des décisions alignées avec le terrain et les réalités opérationnelles.
- Assumer ses choix et en mesurer les conséquences.

Un exemple me vient en tête, celui de Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix qui avait désobéi aux règles financières et bancaires en proposant des microcrédits aux personnes les plus pauvres du Bangladesh.

Les règles établies sont des soft-skills nécessaires. Les entreprises ont besoin de dirigeants capables de briser certains codes pour avancer. La désobéissance managériale n'est pas une menace, mais une formidable opportunité d'évolution.

Alors, à quoi allez-vous désobéir dès demain ? ■



"UNE QUALITÉ ÉMERGE CHEZ LES LEADERS INSPIRANTS : LA CAPACITÉ À DÉSOBÉIR INTELLIGEMMENT"

Poids lourds ou véhicules utilitaires, la location longue durée c'est :

- > Une seule ligne budgétaire qui intègre l'entretien, les obligations réglementaires, les pneumatiques, un véhicule relai, et d'autres services pour une mensualité unique et sans surprise.
- > Des contrats et des véhicules sur-mesure, quelle que soit la gamme, la carrosserie, le type de carburant, la motorisation.
- > Conserver sa capacité d'endettement et éviter de mobiliser des liquidités.
- > Libérer du temps de gestion pour se consacrer à son activité.

ets-coquide.fr/location





© F. Keaneuf

YIQING YIN RÊVEUSE

Jusqu'en janvier 2026, la Cité de la dentelle et de la mode de Calais consacre une exposition à Yiqing Yin, première créatrice chinoise à recevoir l'appellation française de haute couture. « D'air et de songes » dévoile l'univers sensoriel et poétique de l'artiste qui mêle mode, art et nature dans des œuvres aux formes sculpturales. Robes, images, sons et parfums sont mis en scène au sein d'un parcours immersif, entre rêve éveillé et exploration du vivant. Une invitation à pénétrer l'intimité d'un processus créatif en perpétuelle métamorphose.

Du 14 juin au 4 janvier
www.cite-dentelle.fr
03 21 00 42 30



LILLE, CITÉ DU PIANO

Malgré les travaux du Nouveau Siècle, l'ONL continue de voir les choses en grand pour son fameux Lille Piano(s) Festival. Au programme : près d'une quarantaine de concerts prévus, entre classique, jazz, électro, avec une soixantaine d'artistes invités, de l'Orchestre de Picardie, de l'Orchestre symphonique d'Anvers et bien sûr de l'ONL. Mais aussi des spectacles pour les plus jeunes, des conférences et une animation sur un piano géant. Pour cette nouvelle édition, rendez-vous dans différents lieux de Lille.

13, 14 et 15 juin dès 10h. A partir de 10€
Programme complet sur onlille.com



© Justine Thorez

FACE À FACE

Le musée Benoît-De-Puydt à Bailleul s'ouvre à l'artiste Johanne Huysman pour une exposition immersive autour du portrait, confrontant ses sculptures contemporaines en bois et cire aux toiles classiques d'artistes du début du XXe siècle. Ce dialogue entre passé et présent interroge les codes de la représentation, entre individuel et collectif. L'exposition invite à explorer la place de l'intime, de la mémoire et de la mise en scène dans le portrait.

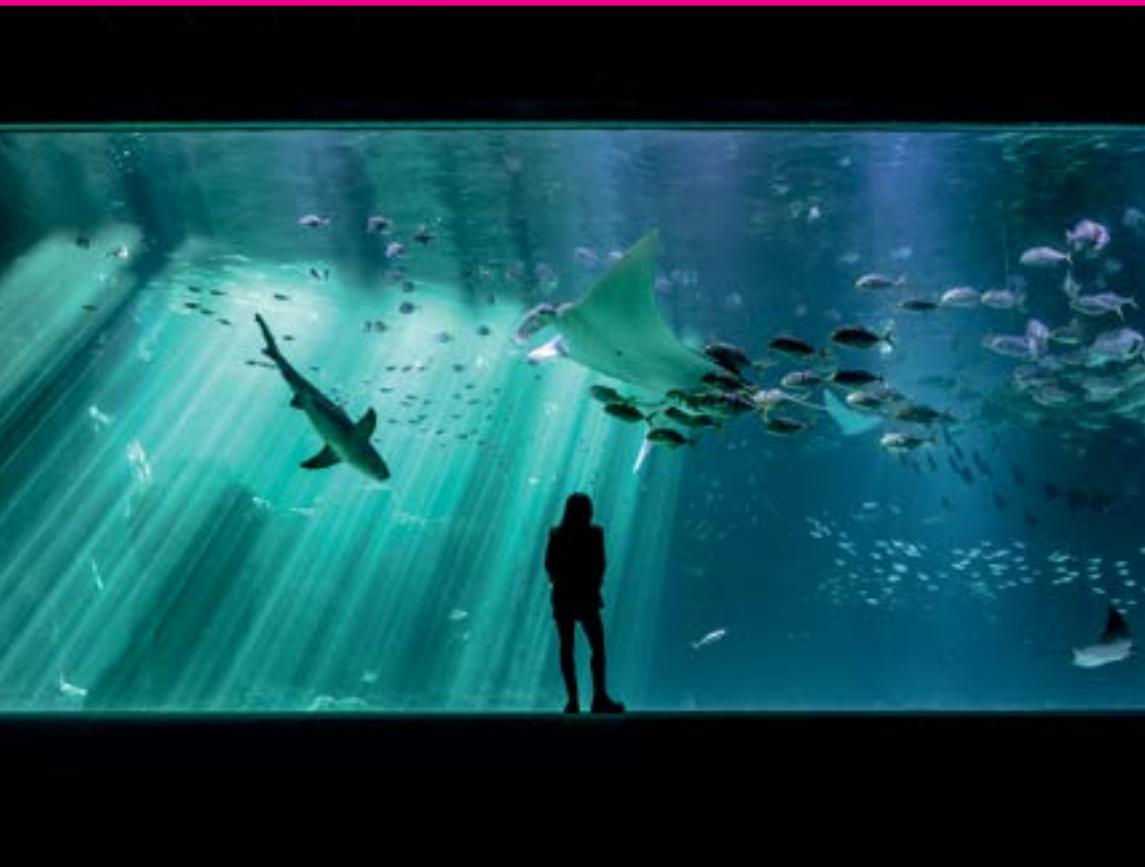
Jusqu'au 2 novembre. Du mercredi au dimanche, de 14h à 18h
Entrée libre
www.musee-bailleul.fr



TRÉSORS DE GAULLE

Le Département du Nord a acquis fin 2024 une trentaine de documents et trois objets rares lors de la vente aux enchères « De Gaulle, une succession pour l'histoire » ; des lettres inédites, des notes personnelles ou encore un sabre d'infanterie. Témoins précieux de l'enfance et des racines du Général. L'ensemble sera présentée jusqu'au 18 juin lors d'une expo à la Maison natale de De Gaulle à Lille. À l'issue de l'exposition, les reproductions rejoindront le parcours permanent, tandis que les originaux seront conservés aux Archives départementales.

Jusqu'au 18 juin. Fermé le mardi
maisondegaulle.fr
Tarifs : 8€ / 6€



VANGÉLIS BOULONNAIS

Nausicaâ célèbrera le 8 juin la Journée Mondiale de l'Océan avec un spectacle musical immersif devant sa Grande Baie. Près de 90 musiciens, chanteurs et danseuses revisiteront en live le répertoire du compositeur grec Vangélis, maître des sonorités électroniques et orchestrales. Harpe, percussions, chœur d'enfants, claviers et guitares se réuniront pour une interprétation vibrante mêlant rythmes envoûtants, effets sonores et harmonies vocales. Un hommage artistique à la puissance de l'Océan.

Jeudi 8 juin à 19h30 et 21h
A Nausicaâ. 14€.
Réservation obligatoire
Billetterie sur
www.nausicaa.fr

L'HABIT FAIT L'ARTISTE

Le Louvre-Lens explore jusqu'à cet été le dialogue inédit entre l'art et la mode à travers plus de 200 œuvres, de la Renaissance à nos jours. Costumes, toges, blouses ou créations haute couture révèlent comment les artistes ont utilisé le vêtement pour affirmer une identité, une époque ou une démarche créative. Le parcours met aussi en lumière l'influence de l'histoire de l'art sur les grands noms de la mode, d'Yves Saint Laurent à Christian Dior.

Jusqu'au 21 juillet. De 10h à 18h, fermé le mardi
Tarifs : 12€ / 6€ / Gratuit
www.louvre-lens.fr



©Aurélien Maillard



MÉMOIRE VIVE

Dans le cadre de Fiesta, la 7ème édition thématique de lille3000, Le Minorelle à Marcq-en-Barœul présente Cimarron du photographe Charles Fréger en partenariat avec le Centre Régional de la Photographie Hauts-de-France. À travers cette série, le photographe dresse un inventaire non exhaustif de mascarades pratiquées dans une quinzaine de pays du continent américain, des États-Unis au Brésil.

Jusqu'au 22 juin. Fermé le lundi
11h - 18h la semaine.
10h - 18h le week-end - Entrée libre
fiestalille3000.com

COLLECTIONS ENTRELAÇÉES

Le MUba Eugène Leroy retrace l'histoire de sa collection et de son identité dans une expo en trois volets. La première galerie propose un parcours historique de la peinture, du XVIIIe siècle à nos jours, avec une place centrale accordée à Eugène Leroy. La seconde explore le rapport entre mouvement et immobilité dans les arts visuels, invitant le visiteur à interagir avec l'espace. Enfin, une sélection de dessins issus du fonds graphique prolonge cette traversée. Une exposition à la fois rétrospective et ouverte, où les œuvres dialoguent et se renouvellent sans cesse.

Visible jusqu'au 1er septembre
Tous les jours de 13h à 18h. Fermé le mardi
muba-tourcoing.fr
03 20 28 91 60

LA NUIT DE LA TRANSMISSION

DE L'ENTREPRISE FAMILIALE

**ET SI LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE FAMILIALE
NE S'EXPLIQUAIT PAS... MAIS SE VIVAIT ?**

Un évènement unique pour les dirigeants familiaux,
dirigeants fondateurs, actionnaires familiaux,
et ceux qui les accompagnent :
vivez autrement les défis humains et émotionnels de la transmission
dans les entreprises familiales.



Fresque de la Transmission
Témoignages de dirigeants
Conférence-débat avec Charles Pépin
Cocktail & networking avec l'écosystème local

1^{er} JUILLET 2025
à Villeneuve-d'Ascq



RECHERCHER L'EXCELLENCE POUR L'AVENIR DE CE QUE VOUS AVEZ CONSTRUIT

AVEC DES OFFRES ET UN ACCOMPAGNEMENT SPÉCIFIQUES ET SUR MESURE,
DES EXPERTISES EN PROXIMITÉ ET UN CONSEIL GLOBAL,
LES ÉQUIPES DÉDIÉES DE LA BANQUE DU DIRIGEANT & GESTION DE FORTUNE
SONT À VOS CÔTÉS DANS CHAQUE ÉTAPE DE VOS PROJETS POUR VOTRE
PATRIMOINE PROFESSIONNEL OU PRIVÉ.

BANQUE DU DIRIGEANT & GESTION DE FORTUNE



Suivez-nous sur LinkedIn :
Banque du Dirigeant et Gestion de Fortune
by Crédit Agricole Nord de France

by  NORD DE FRANCE
ENTREPRISES